

Avisant au plus pressé, il envoie ce qu'il a sous la main : un bataillon appuyé des cheveau-légers polonais et de deux canons. En quelques volées de mitraille on a nettoyé la place du palais, dégagé l'hôtel du Grand-Duc qui peut rejoindre la cavalerie de la garde sur la hauteur de Saint-Vincent, d'où il domine la situation. Si un de ses aides de camp, parti pour aller prévenir Grouchy, est assailli à coups de pierres, blessé et empêché de gagner le *Retiro*, ses estafettes, qui ont tourné les faubourgs, peuvent porter l'ordre convenu en cas d'alerte : la générale bat, on rallie au pas de charge, les régiments s'ébranlent, pénétrant en cercle par toutes les issues de Madrid à la fois, se dirigeant vers le même point central : la *Puerta*, comme les rayons d'un foyer lumineux convergent au centre. A l'est, la cavalerie légère de Grouchy, sortant du *Retiro*, débouche la première par la rue d'Alcala. A l'ouest, les fusiliers de la garde du général Friederichs, précédés des mamelucks au galop, enfilent la rue de la *Plateria*. Au sud, venant de Carabanchel, les cuirassiers montent la rue de Tolède. Au nord, sorti de *San Bernardino*, le général Lefranc va descendre la rue de Fuencarral.

C'était dix heures du matin. L'alarme était donnée de toute part; cris, coups de feu, envolées du tocsin se confondent dans l'air. Les fuyards de la place du Palais-Royal n'avaient pas manqué de répandre la terreur et plus encore la colère. Le quartier populaire de Ségovie était en émoi : chacun sortait, une arme à la main : trahison ! vengeance ! — Malheur à qui s'offrit alors à ces fureurs. Tout soldat français isolé est perdu, poignardé ; une escouade revenant des provisions est assaillie, assommée ; un planton qui sort de la poste est entouré, on lui arrache son sabre, on l'en frappe. Un autre, plus heureux, montrant qu'il est sans armes, se confie à la générosité castillane ; il a touché la corde sensible, ceux qui voulaient être ses assassins devien-

nent ses protecteurs et le conduisent en lieu sûr. Le même bonheur arrive à un aide de camp du général Couin, le capitaine Legriel : un officier espagnol le protège afin de défendre la confraternité de l'épaulette. Quelques malheureux poursuivis trouvent un asile momentané à un foyer ami. Ainsi pour le vice-consul de France, Desjobert, et un agent de l'ambassade, Bellocq, qui, ne pouvant gagner le palais de Murat, pénétrèrent en courant dans une maison dont la porte se trouve entrebâillée, mais pressés de si près que, sur le seuil, leur domestique, qui les suit d'un pas, tombe, une balle dans le dos.

La colère excite le sentiment de l'attaque, bientôt celui de la défense, car les cavaliers de Murat enveloppent peu à peu les Espagnols. Au tournant des rues, sous les arcades, au coin des portes, derrière les jalousies et les fenêtres grillées, des coups de feu retentissent ; les fantassins ripostent un peu au hasard, visant les balcons, faisant voler en éclats les vitres du *mirador*. Il faut lancer la cavalerie : à droite, dragons et chasseurs parcourent au grand trot la rue d'Alcala et passent au fil de l'épée, dans la rue *San Geronimo*, les habitants de l'hôtel du duc de Híjar et du palais du duc de Berwick, qui ont fait feu des fenêtres. À gauche les quatre-vingt-six mamelucks sabrent impitoyablement la foule qui se défend rageusement contre ces « barbares » dont le costume oriental réveille dans les veines espagnoles le vieux sang ennemi des Maures. Le chef d'escadrons Daumesnil, qui les conduit, est atteint au genou, son second cheval est tué sous lui ; il va succomber, quand le lieutenant Chaïm, tout sanglant lui-même d'une balle qui lui a traversé les joues, l'arrache de sa selle, l'enlève à bras-le-corps, risquant pour le moins autant sa vie qu'au jour d'Héliopolis, où il a reçu trente-cinq blessures. Pressés de trois côtés, les Espagnols viennent s'écraser sur la *Puerta del Sol* ; la masse plie sous l'effort du poitrail des chevaux, et déborde,

en ondes torrentueuses, par l'issue demeurée libre de la rue de la *Montera*, où les mamelucks accélèrent à coups de yata-gans le refoulement, et le poursuivent par le marché de Saint-Louis jusqu'à la rue de la *Luna*. Fondue dans les ruelles adjacentes, la foule se retrouve, se reforme; elle a été poussée jusqu'à Fuencarral, l'Arsenal est proche, il y a là des armes et des munitions : « Aux magasins ! »

Belliqueuse, ardente, animée, la populace courait sans direction et sans chefs, frappant, frappée. A défendre ainsi coûte que coûte l'honneur de l'Espagne, quoi de plus naturel que de trouver à ses côtés les soldats espagnols ? Mais les quartiers étaient consignés : Murat l'avait demandé; le général don Francisco de Negrette l'avait ordonné, la Junte l'avait consenti. La discipline maintint la consigne : les casernes restèrent closes au peuple qui s'agitait à l'entour.

Devant le parc d'artillerie, dont un piquet espagnol a la garde sous l'œil d'un détachement français, les révoltés s'excitent en bourdonnant à la porte, sans oser franchir la grille. Leur uniforme ouvre l'accès aux capitaines d'artillerie Louis Daoïz et Pierre Velarde; ils rejoignent un lieutenant de leur arme, don Rafaël de Arango, au moment où il conjure l'officier français de ne pas user de violence contre des « paysans peu nombreux et non armés ». Cet instant d'hésitation suffit; pendant le rapide colloque, quelques grenadiers espagnols, qui pénètrent un à un, forment déjà un rideau entre le poste français et les émeutiers qui, d'un bond, se sont élancés dans la cour, répondant par un « Vive l'artillerie ! » au « Vive le roi ! » qu'a poussé tout à coup Velarde. Notre détachement est débordé, enveloppé, désarmé. Un enthousiasme chevaleresque, une folie patriotique saisissent ces officiers espagnols : ils veulent se battre sans réfléchir, sans reculer : « Mourons, dit Daoïz, aussi bien nous sommes las d'humiliations ! » On distribue des fusils, on éventre des caissons, on roule une

pièce à la porte où paraissent les bataillons du général Lefranc. Un feu acharné s'engage, nos morts couvrent les pavés; deux attaques sont inefficaces, un dernier élan porte les Français sur les canons où Velarde tombe d'un coup de feu et Daoïz d'un coup d'épée. Ce fut le dernier effort de la résistance. Il était environ deux heures de l'après-midi.

O'Farrill et d'Azanza s'étaient mis à la recherche de Murat pour le conjurer d'arrêter la lutte. Ils le trouvèrent, anxieux et fébrile, à la colline *del Principe Pio*. Après des récriminations sur le soulèvement populaire et l'inaction de la Junte, le Grand-Duc accéda à leur demande. Il leur adjoignit le général Harispe, chef d'état-major de Moncey; tous trois, accompagnés de quelques officiers des deux nations, de conseillers de Castille, suivis d'une patrouille de cavalerie française, parcoururent les rues, agitant des mouchoirs blancs, et criant : « Paix, paix, citoyens, tout est fini. » Sur leur passage, ils furent assez heureux pour délivrer quelques prisonniers, fournissant un de ces exemples de générosité dont on aime à évoquer le souvenir au milieu des horreurs de cette malheureuse journée. Tels, les fantassins français protégeant les artilleurs espagnols de l'arsenal, dont ils étaient les prisonniers un instant avant d'être leurs vainqueurs; tel cet officier espagnol commandant la garde de l'hôpital et sauvant les malades français contre la colère sauvage de ses compatriotes, leurs propres infirmiers!

L'idée de pacification n'allait pas dans la pensée de Murat sans l'idée de la répression. Il envoya sur l'heure à l'hôtel de la Poste sur la *Puerta*, au centre de Madrid, quelques officiers former une commission militaire. C'est toujours une chose périlleuse de confier le jugement d'un homme à celui qui, l'instant d'avant, recevait son coup de feu. On amena des gens pris les armes à la main; on les condamna donc à mort.

Le soir, quand les habitants de Madrid, dans l'émoi d'une

journée si chaude, commençaient à respirer un peu, des bruits sinistres vinrent réveiller leurs alarmes; des feux de peloton s'entendaient par intervalle à la porte du Retiro, sous les arbres, le long du mur du couvent de Jésus, dans la cour du *Buen Suceso*, à la colline *del Principe Pio* : c'étaient les patriotes convaincus d'avoir tiré sur nos troupes que l'on fusillait. Les rues avaient gardé l'aspect de la bataille; cependant la population, avide de nouvelles, allait de place en place; chez le bourgeois, le badaud étouffe facilement le poltron, et des « proméneurs » circulaient au milieu des canons et des faisceaux! L'effarement conduisit ces curieux incorrigibles dans les allées du Prado, où, sous un ciel étoilé et par une nuit de printemps d'une lucidité transparente, ils purent voir des cadavres pantelants et mutilés. Un spectacle aussi tragique s'offrait de l'autre côté du Manzanarès, sur la route de Carabanchel : des paysans, fuyant la bagarre, avaient été sabrés par les cuirassiers et, tombés, étaient restés là. Peu à peu les bruits s'éteignirent et le calme des ténèbres enveloppa d'un voile, qui ressemblait trop à un linceul, la ville d'apparence assoupie. L'ordre régnait à Madrid (1).

Tel fut le *dos de Mayo*, dont le nom n'est jamais prononcé sans émotion par un Espagnol; explosion furieuse d'un patriotisme exaspéré, où les vaincus furent vainqueurs, car le serment de résistance à l'étranger fut scellé dans le sang qui coula en ce jour funèbre.

Bien que la légitimité d'une cause ne se mesure pas au nombre de ses victimes, il est important de savoir la proportion des morts. On a donné les chiffres les plus contra-

(1) C'était au moins l'opinion de M. Desjobert, secrétaire de la Légation qui envoyait à son ancien chef, M. de Beauharnais, des nouvelles certainement optimistes : « Nous avons eu avant-hier un peu de mouvement; mais la sagesse du Grand-Duc l'a promptement dissipé en quelques heures; les dernières classes du peuple y ont seules pris part. » — AF IV, 1607. Lettres interceptées, pièce 192.

dictoires et les plus fantaisistes; chaque parti voulant, à son gré, grossir les dangers courus ou les ennemis terrassés.

Je ne cite que pour mémoire une lettre de la duchesse de Montmorency à Talleyrand, écrite de Bayonne le 5 mai, au moment même où parvint la nouvelle; elle répète les on-dit de la première heure : 10,000 Espagnols tués contre 17 Français! — Le *Moniteur* (11 mai) accuse « plusieurs milliers » de victimes. — Napoléon, écrivant à son frère Jérôme (6 mai 1808), parle de 2,000 Espagnols; mais il joue à la vantardise. — Une lettre anonyme, à nos Archives des affaires étrangères, dit : « 1,500 à 2,000 Espagnols tués, 25 Français morts, 50 blessés. » — Vantal de Carrière donne un chiffre analogue, mais porte nos pertes à 200 hommes. — Marbot parle de 1,200 à 1,500 cadavres, mais tout son récit est fantaisiste. — Le comte de Toreno, 1,200 aussi. — Murat s'était vanté que les mamelucks avaient, à eux seuls, fait tomber 100 têtes et que le 3 mai au matin il y avait 200 fusillés dont 2 prêtres; il annonçait un peu plus tard une perte totale pour les insurgés de 600 hommes et pour nos troupes : 31 morts, dont 1 officier; 114 blessés, dont 12 officiers. — M. Thiers est plus modéré : 400 Espagnols, 100 Français. — Le Conseil de Castille n'avoua que 320 victimes dans la population de Madrid. — Arias, renversant les proportions vraisemblables, abaisse ce chiffre à 300, mais, pour les nôtres, monte jusqu'à 1,700. — Chemineau : 200 révoltés, 500 soldats. — Napier, bien mal renseigné sur l'événement, quoiqu'il dise s'appuyer sur le témoignage du baron Larrey, donne moins de 120 Madrilènes et plus de 700 Français, dont 70 hommes de la garde. — Llorente précise : 103 Espagnols tués, 54 blessés, 35 disparus.

Et il semble que ce soit là à peu près la vérité. J'irai la demander tout entière à un document inédit d'une incontes-

table valeur, qui se trouve aux archives de Madrid (1). Il est impartial, ne contenant que des chiffres : c'est le recensement des décès, fait à Madrid dans la semaine qui a suivi le 2 mai, sur l'invitation de l'autorité française, mais sur l'ordre du Conseil de Castille et par les soins de magistrats espagnols. Les alcades de chaque quartier (sorte de commissaires de police) ont relevé les noms sur les registres de paroisse et complété leur liste par des renseignements pris sur place et sur l'heure. Nous avons ainsi le nom, la profession, le total des victimes, certifiés de la main de chaque alcade; rien de plus officiel, de plus sérieux, de plus décisif : 185 morts et 10 blessés connus. Le détail de leur condition sociale n'est pas indifférent : 26 ouvriers, 16 domestiques, 13 marchands, 9 gardes de l'octroi, 6 employés, 5 personnes de professions libérales, 2 hommes du monde, 2 officiers, 2 soldats, 2 avocats, 2 mendiants, 1 prêtre, 1 paysan et 8 femmes, dont la veuve d'un capitaine d'artillerie.

Voilà bien, prise sur le vif, la physionomie de l'émeute, et l'on voit combien le soulèvement demeura circonscrit dans les classes populaires; les petites gens furent les plus nombreux à risquer leur vie, dans la logique et l'ardeur de leur patriotisme. Peuple aussi, les paysans sabrés sur la route de Tolède : grossiers, brutaux, féroces peut-être, mais tout remplis de cette mâle simplicité qui fait les héros, de cette force obstinée qui engendre les martyrs. Leur politique n'était pas compliquée : opposer le rempart de sa poitrine au choc des baïonnettes étrangères et frapper de tout son bras l'envahisseur de son pays. Le nombre de leurs morts est plus malaisé à retrouver dans l'éparpillement des hameaux de la plaine qu'au milieu des paroisses de la capitale. Peut-être bien fut-il de 100, et les ajoutant au total légèrement, mais logiquement arrondi,

(1) *Bibliothèque nationale de Madrid*. — Manuscrits, P. V. 8-73. — Voir aux *Appendices*, X.

de 200 morts pour les Madrilènes, on doit conclure que les Espagnols offrirent 300 victimes en holocauste sur l'autel de la patrie. Pour les troupes françaises, les chiffres (145) fournis par le duc de Berg sont certainement exacts ; les contrôles des régiments sont probants.

Les Espagnols, dans l'amertume de leurs souvenirs, ont gardé à Murat une haine vigoureuse, et l'ont placé, à côté de Napoléon et de Godoy, dans cette trinité infernale qu'ils apprirent à maudire à leurs petits enfants. Les plus modérés de leurs historiens l'accusent de préméditation avant le 2 mai, de cruauté dans le combat, de férocité dans la répression. Exagération d'un patriotisme ulcéré. A lui refuser tout sentiment généreux, il reste qu'un motif supérieur, celui de son intérêt, éloignait Murat de la violence : visant la couronne d'Espagne, il avait pour règle de ne point s'aliéner les Espagnols, et tout, dans sa conduite cauteleuse, vacillante, molle, révèle cette pensée. Il ne pouvait vouloir l'émeute du 2 mai, il ne l'a pas voulue. Dans son courroux de voir une échauffourée tourner à la révolution, il a été violent, emporté, barbare, comme un homme qui n'est plus maître de soi. Avant son ambition même, un sentiment dominait son cœur : l'obéissance à Napoléon ; c'est pour y être fidèle qu'il a été impitoyable. Il n'a pas su prévoir le soulèvement ; furieux de constater son imprévoyance, il a passé sa colère sur les hommes tombés entre ses mains par le sort des armes. Peut-être prétendait-il, par une répression immédiate et terrible, arrêter sur les lèvres de l'Empereur les sarcasmes, les reproches. En même temps que la nouvelle de l'insurrection, il veut que parvienne à Bayonne l'annonce du châtiment. Et il frappe. C'est un brutal, ce n'est pas un bourreau.

De cette malheureuse journée, la responsabilité pèse sur Napoléon, dont la félonie blessait tout un peuple ; elle rejaillit sur Murat, trop docile et très grossier instrument. Attaqué par

une foule surexcitée, il s'est défendu; là il est fort excusable. Nos soldats, assaillis avec une féroce bravoure, ont répondu avec la violence du courage. Les fusillades, au soir du combat, étaient superflues; le lendemain, elles étaient condamnables. Du *dos de Mayo*, les Espagnols ont mené pendant six ans la pompe funèbre en de sanglantes représailles. Dans la dignité de regrets qui réparent une injustice, il appartient aux Français d'apporter un hommage aux morts tombés pour le point d'honneur. Sans honte et sans fracas, ils déposent leur couronne sur le sépulcre où dorment les victimes de la fureur passagère des deux nations.

II

C'est au plus loin du théâtre des événements que se fit sentir la répercussion la plus profonde. A Bayonne, de telles nouvelles émurent jusqu'aux entrailles les intéressés (1). Que le sang ait coulé, Napoléon n'en pouvait prendre grand souci, un soulèvement lui avait toujours semblé une solution désirable, il écrivait à Murat : « Si le peuple vous pousse, il faut le laisser faire (2). » Son premier mot en répondant au récit de la lutte du 2 mai est : « Je suis fort aise de la vigueur que vous avez mise (3). » Pour lui ce n'était qu'une secousse un peu brusque faisant vaciller davantage la couronne d'Es-

(1) La dépêche de Murat (datée du 2 mai, 7 heures du soir) fut portée à franc étrier et arriva le 5 mai dans l'après-midi. L'Empereur la reçut des mains de M. d'Hannencourt, capitaine des chasses, son officier d'ordonnance. Il faut noter ce détail pour récuser ici les souvenirs de Marbot qui s'attribue à tort cette mission dans un récit fantaisiste.

(2) 29 avril 1808. Recueil LECESTRE.

(3) 5 mai 1808, *Correspondance*, t. XVII.

pagne; il importait seulement de la saisir au vol avec la main. Il se rendit sur l'heure chez Charles IV après y avoir convoqué les Infants. A la suite du récit emphatique de l'émeute de Madrid, il se laissa aller à une indignation d'autant plus vive qu'elle était factice; la terreur de ses auditeurs fut son premier succès. Les « Vieux Rois » ne virent qu'une chose : l'Empereur, de qui ils attendaient tout, était irrité, il fallait coûte que coûte apaiser l'Empereur. Ils entendaient rejeter la responsabilité du massacre sur les partisans et même les ordres secrets de Ferdinand, ils s'empressaient de se ranger facilement à une opinion qui écartait d'eux la foudre pour l'amasser sur la tête des amis de leur fils, leurs ennemis. — « Le sang de mes sujets a coulé, criait, très douloureusement ému, Charles IV, et celui des soldats de mon grand ami Napoléon! Tu as eu part à ce saccage! » Et dans son excès le vieillard, appuyé sur son fauteuil, brandissait sa canne. — Prompte, fébrile, animée, Marie-Louise, debout, jetait à Ferdinand les apostrophes qu'elle cherchait les plus acerbes, les plus dures, les plus outrageantes; dans sa fureur, sa bouche lança ce mot déshonorant entre tous : « bâtard! » — Et c'était sa mère!

L'Infant demeurait sans mouvement, sans regard et sans voix. Son embarras le clouait sur son siège, la présence de Napoléon le paralysait; ses courriers, il le savait, étaient interceptés; jusqu'à quel point l'Empereur avait-il pénétré dans le secret de ses lettres? Par deux fois il venait d'envoyer à Madrid des instructions... contradictoires : par don Juste Ibar Navarro il avait, se sentant à la merci de l'Empereur, recommandé, pour sa sûreté personnelle, le calme et la paix. Puis, ce matin même, 5 mai, répondant au messenger de la Junte, Perez de Castro, qui avait pu pénétrer jusqu'à lui, il ordonnait, brûlant ses vaisseaux, de convoquer les *Cortès*, dès qu'on pourrait, où l'on pourrait. Don Perez avait-il été

arrêté? La nouvelle du soulèvement à Madrid serait-elle un piège impérial? — Par quelques mots entrecoupés, il protesta ignorer la révolte qu'on lui apprenait et avoir toujours recommandé la bonne entente avec les Français (1). Cette apathie banale redoubla la fébrilité de la Reine : « Te voilà bien; quand ton père et moi voulions t'adresser des conseils, tu ne répondais que par le silence de la haine. » — Et à elle seule, parlant pour tous, elle reprenait en exclamations virulentes : Perfide, traître, lâche! cœur de tigre! Il voulait déshonorer, assassiner, découronner ses parents! Que l'Empereur le fasse conduire à l'échafaud!

A ces imprécations désordonnées, Napoléon, d'abord muet par volonté, puis par surprise, intervint. Laissant les querelles et les reproches, écœuré de cette scène affreuse il tira la conclusion nette et pratique. A travers les cris tremblants, les exclamations colériques, la parole sérieuse est prononcée : « Si d'ici à minuit vous n'avez pas reconnu votre père pour votre roi légitime, et ne le mandez à Madrid, vous serez traité comme un rebelle. » Et chacun sort de ce salon, soulagé de n'être plus sous le regard d'autrui.

Il faut donc que le prince des Asturies accède à la déchéance de sa maison. Le 6 mai il remet entre les mains de Charles IV la déclaration de soumission imposée. Cette couronne que ces malheureux Bourbons s'abandonnent et se reprennent, les Bonapartes la possèdent déjà. On a inscrit sans retard sur le parchemin officiel les clauses du traité dont les deux seules conditions sont l'intégrité du royaume et le maintien de la religion catholique. Le prince de la Paix, qui tenait quelque peu la plume, n'a pas manqué de faire stipuler que les pro-

(1) Un mensonge n'eût peut-être pas coûté à Ferdinand, mais il disait vrai pour son irresponsabilité dans l'affaire du 2 mai. Ce jour-là la Junte de Madrid devait être encore sous l'impression des conseils de paix à tout prix que lui avait portés Justo Ibar Navarro arrivé dans la capitale, non sans difficulté, mais à bon port.

priétés « des sujets fidèles » leur seraient rendues. Puis viennent les « garanties » : en échange de l'ancien royaume de Charles-Quint, le château de Chambord et son parc, 6 millions de rentes, et 400,000 francs à chacun des Infants. — Cette équivalence était elle-même un leurre : quelque argent parcimonieusement chicané, une prison à Valençay, une maison à Marseille représenteront avant la fin de l'année toute la compensation promise. — Enfin, le 10 mai, dans un dernier *traité*, abdiquaient leurs droits éventuels LL. AA. RR. le prince des Asturies, don Carlos, don Antonio et don « Française » comme le nommait cet étrange acte diplomatique.

Regardant « le plus gros de la besogne comme fait (1) », Napoléon s'occupait des détails afin que la « convention » ne fût vraiment pas onéreuse : il autorisait le chambellan Cilleruelo à aller chercher à Madrid la garde-robe des princes et prenait ses mesures pour faire acquitter par le trésor espagnol leurs dépenses à Bayonne (2). A côté de ces lésineries que l'on regrette, ce soldat heureux décrétait que ses victimes auraient en face de l'Europe l'air de goûter tranquillement les plaisirs du monde et viendraient parader aux réceptions de Marrac (3). Ferdinand était de nouveau traité en prince royal et quand il vit la garde sortir à son passage et les tambours battre aux champs, ce lui fut une

(1) Lettre à Talleyrand, 6 mai 1808.

(2) Champagny à La Forest, 8 mai 1808, vol. 674, fol. 244.

(3) « Les princes Espagnols se trouvaient quelquefois chez l'Impératrice avant l'heure des entrées particulières; celles-ci attendaient alors leur départ dans un petit salon qui servait ordinairement à prendre le thé. L'impression de leur manière de saluer et de recevoir les présentations, qui était celle de tous les princes d'anciennes maisons, mise en contraste avec l'horreur de leur position, qu'ils ne paraissaient guère apprécier ni sentir encore dans toute son étendue, est un souvenir qui ne saurait s'effacer. Le roi Charles IV, avec la Reine et leur inséparable don Manuel Godoy, n'allaient guère à Marrac qu'à l'heure du déjeuner de l'Empereur, dont le Roi l'arrangeait pour en faire son copieux dîner. » Comte de SENFFT, *Mémoires*, p. 49.

grande joie (1). Ce manque de dignité, en pareille circonstance, et leur facilité apparente à abandonner leur patrie devaient déconsidérer les Bourbons auprès de leurs anciens sujets; le choix intentionnel de prendre Godoy comme intermédiaire officiel faisait rejaillir sur eux son impopularité et le mépris qu'il inspirait (2). Pendant les quelques jours nécessaires pour régler leur départ, une surveillance étroite empêchait toute tentative d'évasion. Un soir que le prince des Asturies traversait à pied la rue qui séparait la demeure de son frère de la sienne, des gendarmes déguisés l'arrêtaient et l'un d'eux porta la main sur lui. Napoléon blâma ce zèle qui « gâtait tout ». Il brusqua l'éloignement d'une frontière trop rapprochée. Mêlant, avec l'incroyable désinvolture de l'homme qui se sent tout permis, la ruse à la violence et l'ironie à la menace, il jouait la comédie avec ses « hôtes » et autour d'eux. Ne prescrivait-il pas au préfet des Basses-Pyrénées d'haranguer Charles IV à sa sortie de Bayonne et de le féliciter! Par fortune ce préfet se trouvait être un homme d'esprit, c'était le marquis de Castellane, le père du futur maréchal; il tourna un petit compliment qui pouvait se résumer ainsi : « Je vous souhaite un bon voyage. » — Et l'excellent monarque le remercia, le priant d'assurer l'Empereur qu'il serait toujours son ami sincère et fidèle allié (3).

Le 12 mai, un assez long convoi, échelonné sur la route de Paris, emmenait donc Charles IV, Marie-Louise, le prince de la Paix et la petite duchesse d'Alcudia, sa fille. A Bordeaux, la première grande ville, les autorités, dans leur bonne foi, rendirent des honneurs royaux à de si grands amis de l'Empe-

(1) *Journal du maréchal de Castellane*, t. I, p. 19.

(2) La Forest le dit formellement à Champagny (18 juin 1808) et il ajoute : « Il ne reste plus qu'à colorier (*sic*) défavorablement le Traité du prince des Asturies et des Infants ». Vol. 675, f° 122.

(3) *Journal du maréchal de Castellane*, t. I, p. 21.

reur. Mais l'heure des apparences était déjà passée. Napoléon trouva mauvais ce faste désormais inutile; il eut soin de régler le diapason de l'enthousiasme et la profondeur des révérences (1). Les Enfants furent traités avec plus de sans-façon : le château de Navarre près Évreux, qui leur était promis, ne se trouvait pas en état habitable; l'Empereur s'avisait alors d'un de ces tours dont sa bonne humeur, après une si habile campagne, multiplia les manifestations à cette époque de sa vie. Il contraignit Talleyrand, revêtu de toutes les chamarrures de prince, de grand chambellan, de vice-grand électeur, à endosser la livrée d'aubergiste et la casaque de geôlier. La lettre où il lui donnait cette mission n'a point été insérée dans la *Correspondance* officielle (2); la réponse du prince de Bénévent repose encore dans les cartons des Archives nationales. Ce double motif me porte à les reproduire intégralement :

Bayonne, 9 mai 1808.

Le prince des Asturies, l'infant don Antonio son oncle, l'infant don Carlos son frère, partent mercredi d'ici, restent vendredi et samedi à Bordeaux, et seront mardi à Valençay. Soyez-y rendu lundi au soir. Mon chambellan Tournon s'y rend en poste pour

(1) « Il ne faut faire tirer le canon pour le roi Charles ni à Orléans, ni à Fontainebleau, ni à Compiègne et encore moins à Paris. Pendant son séjour à Fontainebleau, il occupera les appartements du roi de Hollande. On pourrait le loger à son arrivée à Compiègne dans un des logements destinés aux rois étrangers, sous le prétexte que les grands appartements ne sont pas arrangés. Insensiblement, il prendrait l'habitude de ce logement; et je ne serai point privé du palais où je pourrais aller pour le temps des grandes chasses.

« Il est inutile que les dames qui sont à Fontainebleau, pour recevoir la Reine, y restent, si ce n'est une ou deux, si cela leur convient, car ces gens-là ont une manière de vivre si différente de la nôtre, et d'ailleurs la Reine, ne quittant jamais le Roi, ces dames seraient peu auprès d'elle. — Marrac, 16 mai 1808. — NAPOLÉON. » *Note pour le maréchal Duroc.*

Bibliothèque nationale, *Manuscrits*, fonds français, n° 6596.

(2) Elle a été publiée par M. LECESTRE, *Lettres inédites de Napoléon I^{er}*. I, 192.

tout préparer pour les recevoir. Faites en sorte qu'ils aient là du linge de table et de lit et de la batterie de cuisine. Ils auront huit ou dix personnes de service d'honneur, et autant ou le double de domestiques. Je donne ordre au général qui fait les fonctions de premier inspecteur de la gendarmerie à Paris, de s'y rendre et d'organiser le service de la gendarmerie.

Je désire que ces princes soient reçus sans éclat extérieur, mais honnêtement et avec intérêt, et que vous fassiez tout ce qui sera possible pour les amuser. Si vous avez un théâtre à Valençay et que vous fassiez venir quelques comédiens, il n'y aura pas de mal. Vous pourriez y faire venir Mme Talleyrand avec quatre ou cinq femmes. Si le prince des Asturies s'attachait à quelque jolie femme, et qu'on en fût sûr, cela n'aurait aucun inconvénient puisqu'on aurait un moyen de plus de le surveiller. J'ai le plus grand intérêt à ce que le prince des Asturies ne fasse aucune fausse démarche; je désire donc qu'il soit amusé et occupé. La farouche politique voudrait qu'on le mit à Bitche, ou dans quelque château fort; mais, comme il s'est jeté dans mes bras, qu'il m'a promis qu'il ne ferait rien sans mon ordre, que tout va en Espagne comme je le désire, j'ai pris le parti de l'envoyer dans une campagne, en l'environnant de plaisirs et de surveillance. Que ceci dure le mois de mai et une partie de juin, alors les affaires d'Espagne auront pris une tournure, et je verrai le parti que je prendrai.

Quant à vous, votre mission est assez honorable : recevoir trois illustres personnages pour les amuser est tout à fait dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang. Huit ou dix jours que vous passerez là avec eux vous mettront au fait de ce qu'ils pensent et m'aideront à décider ce que je dois faire.

Les brigades de gendarmerie seront renforcées, de manière qu'il y ait 40 gendarmes, pour être certain qu'on ne l'enlève pas, et mettre obstacle à sa fuite. Vous causerez avec Fouché, qui enverra des agents dans les environs et parmi ses domestiques. Car ce serait un grand malheur que, de manière ou d'autre, le prince fit quelque fausse démarche. Il faudrait une garde au château. J'ai pensé que la compagnie départementale pourrait fournir un poste.

Par le traité que j'ai fait avec le roi Charles, je me suis engagé à donner à ces princes 400,000 francs par an. Ils ont plus que cela de leurs commanderies; ils auront donc à eux trois, 3 millions.

Si vous pensez, pour leur faire honneur, et pour toutes sortes de raisons, avoir besoin d'une compagnie de grenadiers ou de chasseurs de ma garde, vous en causerez avec le général Walther, et vous le ferez partir en poste.

NAPOLEON.

Que Talleyrand ait senti l'opprobre d'une pareille mission, la finesse de son esprit ne permet pas d'en douter, et le rôle assigné avec tant de dédain à sa femme ne lui échappait pas davantage. Mais il ne dit mot, ainsi que l'avait prévu l'Empereur. Son adresse ironique affecta la plus entière satisfaction :

Presque aussitôt après la lettre de Votre Majesté, les ordres qu'Elle m'a fait adresser par M. le grand maréchal me sont parvenus et la lettre du 9 mai, par laquelle Votre Majesté les confirme en les modifiant. Je répondrai par tous mes soins à la confiance dont elle m'honore. Mme de Talleyrand est partie dès hier au soir pour donner les premiers ordres à Valençay. Le château est abondamment pourvu de cuisiniers, de vaisselle, de linge de toute espèce. Les princes y auront tous les plaisirs que peut permettre la saison qui est ingrate. Je leur donnerai la messe tous les jours, un parc pour se promener, une forêt très bien percée, mais où il y a très peu de gibier, des chevaux, des repas multipliés et de la musique. Il n'y a point de théâtre, et d'ailleurs il serait plus que difficile de trouver des acteurs. Il y aura d'ailleurs assez de jeunesse pour que les princes puissent danser si cela les amuse.

Je préviens l'inspecteur de la gendarmerie de tenir au complet sa brigade de Valençay, l'invitant à avoir quelques postes aux environs et à donner aux gendarmes l'ordre de veiller attentivement, sans en avoir trop l'air (1).

III

En pénétrant peu à peu dans chaque province espagnole, le bruit des événements du 2 mai est grossi par un perpétuel

(1) 13 mai 1808. AF IV, 1680. Voir : *Appendices*, XI.

écho : sous le soleil du Midi la poudre est sèche, l'étincelle tombe et l'incendie flamboie. Les paysans sabrés à Madrid répandent l'alarme dans les environs, le patriotisme répond à leur cri de détresse. Et l'expression du soulèvement héroïque, généreux, fou, irréfléchi, superbe, se trouve tout entier chez l'alcade de Mostolès, qui, à quelques lieues de l'armée française, rassemble les laboureurs de sa bourgade, proteste de sa fidélité à leurs princes et, comme la conséquence la plus simple du monde, au tout-puissant maître de l'Europe, il déclare la guerre, lui, cet alcade !

Que faisait Murat ? Il agissait par soubresauts, à son habitude : le soir du 2 mai sa proclamation décrétant la loi martiale portait la terreur dans toutes les maisons ; le lendemain il faisait appel à la concorde ; le 6, il atténuait ses rigueurs et, chose plus facile à demander qu'à obtenir, « tirait un voile sur le passé ». Son premier soin avait été de parfaire les ordres de l'Empereur, en envoyant en France les derniers membres de la famille royale. Le 4 mai, il faisait partir la reine d'Étrurie en telle hâte qu'elle laissait son fils alité derrière elle ; sa course fut sans repos jusqu'à Somo Sierra ; le soir, son frère Francisco la rejoignait, escorté, surveillé par le prince de Monaco, aide de camp du duc de Berg. Au milieu de la nuit on réveilla don Antonio pour l'avertir qu'il fallait aussi se mettre en route. Sa stupidité et son apathie lui adoucirent le choc ; il retrouva ses sens pour demander de l'argent : on lui compta 25,000 pesetas dans sa bourse de voyage, et il griffonna pour la Junte une lettre d'adieu, le seul monument littéraire de sa vie politique et la marque ridicule des lacunes de son cœur, de son patriotisme et de son esprit :

SEIGNEUR GIL

Je porte à la connaissance de la Junte et pour sa gouverne que je suis parti pour Bayonne par ordre du Roi, et j'engage ladite

Junte à continuer le même système tout comme si j'étais au milieu d'elle. Portez-vous bien. Adieu, Messieurs, jusqu'à la vallée de Josaphat.

ANTONIO PASCUAL.

Le terrain ainsi débarrassé de tout représentant des Bourbons, Murat put facilement déclarer à la Junte qu'il devenait son président. Déjà il était lieutenant du royaume par la grâce de Charles IV, lui octroyer pour la forme ce qu'il possédait si pleinement dans le fond était sage; toutefois le commandement des troupes espagnoles parut un sacrifice exorbitant à l'honneur national, et dans la séance de nuit tenue au palais, le général O'Farrill s'éleva contre cette dernière abdication; Caballero en conseilla la concession prudente, et son avis l'emporta. Murat était le maître officiel de l'Espagne; ses espérances prenaient un corps. Charles IV et les pouvoirs publics lui confiaient : l'un, le sceptre; les autres, le glaive. La couronne, bien certainement, compléterait la parure des attributs royaux. Ainsi songeait-il sous les lambris dorés du *Palacio Real* où il couchait pour la première fois avec une joie d'enfant. Il venait d'écrire à l'Empereur : « C'est une démarche politique qui ne laissera plus d'espoir à personne sur le retour des Bourbons, c'est une prise de possession pour un prince de votre dynastie. » Sa pensée secrète perce dans ces lignes de triomphe : le « prince de la dynastie », il sait bien quel il est.

On m'élit roi, mon peuple m'aime,
Les diadèmes vont sur ma tête pleuvant.

Dormez, Monseigneur, dormez longtemps cette nuit royale
l'aurore emportera vos songes et le jour vous réveillera de
votre beau rêve.

Napoléon « brûlait » facilement les hommes sacrifiés à son service. A supposer que sa pensée eût mis Murat sur la liste des « prétendants », sa volonté l'en efface, et comme le

canon de la Bastille avait tué le mari de la Grande Mademoiselle, les fusillades du Prado firent voler en éclats la couronne du grand-duc de Berg. Le 5 au matin, l'estafette de France apportait une lettre de l'Empereur : « Je destine le roi de Naples à régner à Madrid ! »

S'il fallait une compensation, Napoléon, d'ailleurs, l'offrait splendide : Naples, la Sicile, tout le sud de l'Italie, six millions de sujets. Murat ne voulut rien voir de tout cela. Et par une ironie du sort, par une revanche de la Providence, la lettre qui lui portait ce coup funeste était datée du 2 mai. Ainsi, au jour où il écrasait la résistance, où il risquait plus que sa personne, sa popularité, à l'heure même où il se mettait énergiquement en possession de sa capitale, le maître disposait de sa propre conquête pour en faire le cadeau à qui n'avait même pas d'enjeu à la partie.

Malgré tout, il était fin, la défense de ses intérêts lui donnait même de la ruse, il fit bonne contenance, n'estimant pas tout perdu. Maître réel de la Junte par sa présidence et par son armée, il la ferait parler pour lui. Vis-à-vis de Napoléon, il garderait le silence sur Naples, en même temps qu'il lui démontrerait pour Madrid le danger d'une autre candidature que la sienne. Il va donc accuser réception de la lettre impériale, mais avec quelle adresse !

« Ainsi voilà Votre Majesté absolument souveraine de l'Espagne, puisque votre Lieutenant en a l'autorité... Cette mesure équivaut certainement à une prise de possession pour le prince que Votre Majesté voudra nommer. » Et, en incidente, cette phrase à double tranchant : « Je vais travailler d'avance à concilier les cœurs au nouveau roi..., » dont, au bout de sa plume, le nom reste en blanc. Alors, fort d'une position d'attente, se donnant le rôle de l'homme nécessaire, il se retourne vers les Espagnols et fait désigner une commission qui statuera sur les abdications de Charles et de

Ferdinand. Excellent moyen pour gagner du temps; le patriotisme saura bien trouver des procédures pour chicaner les textes et des subtilités pour éluder les conventions.

Pendant cinq jours (du 9 au 13 mai) au palais, où il fait « régner l'étiquette des Tuileries », il organise des réceptions; toutes les autorités militaires, civiles, ecclésiastiques, lui sont présentées par le grand maître de la Cour, comme au temps des Bourbons. Le corps diplomatique vient à son tour; le Lieutenant impérial accepte ses hommages. Cet encens l'enivre, être logé au château l'enchanté, jouer au souverain le ravit; il trouve que le service est fait, par les domestiques de la Cour, « avec une grâce » tout à fait délicieuse, et il l'écrit à Napoléon.

Il faut cependant aborder la question épineuse; il redouble de satisfaction affectée, de réticences, de faux empressement : « Je *craindrais* d'avoir un peu reculé mon affaire *en cherchant* à vous faire demander le roi Joseph pour régner en Espagne si la présidence qui m'a été donnée n'était pas plus que suffisante... Je leur ai fait entendre que, sous aucun rapport, je ne pouvais être venu dans ce pays-ci pour moi... » Mais il doit la vérité à l'Empereur : O'Farrill, Caballero, tous les Espagnols, « qui avaient cru jusque-là travailler *devant leur roi futur*, deviennent froids et indifférents » (1).

On ne paye pas Napoléon en une pareille monnaie; il entend recevoir du Conseil de Castille une *demande* pour accorder son frère; il l'attend « avec impatience »; et, le 14 mai, il fait remarquer à Murat que voici plusieurs fois qu'il répète la chose.

Reculer devenait dangereux. Brusquement, le ton change : « D'après l'autorisation (!) que Votre Majesté m'en avait donnée, j'ai cru devoir insinuer (!!) que c'était le roi de

(1) 7 mai 1808.

Naples qui devait être roi, et cette nouvelle a été reçue de tout le monde avec transport. » A la vérité, le Conseil de Castille n'y mettait pas cette exubérance. Il avait accepté, déjà avec beaucoup de peine, la protestation de Charles IV et la renonciation de Ferdinand, mais substituer de toutes pièces une dynastie étrangère à la dynastie nationale, quel Espagnol s'y résoudrait, plus encore, qui oserait bien le solliciter? Partagés entre leur fidélité et leurs alarmes, les conseillers s'efforçaient de gagner du temps, sentant le poids de la responsabilité de leur compagnie, le premier des tribunaux de la nation, le dernier des corps de l'État possédant une autorité légitime.

La situation ne prêtait que trop à l'équivoque : tout paraissait sujet à suspicion, à doute; Charles IV avait-il été sincère? Ferdinand avait-il été libre? Quelles conventions avaient-ils stipulées avec Napoléon? Tous les Infants avaient-ils renoncé au trône? Le roi Charles était-il souverain véritable le jour où il nommait Murat lieutenant du royaume? Les ordres donnés par Ferdinand VII à l'heure de son départ valaient-ils encore? Qui croire de tous ces messagers qui arrivaient de Bayonne : don Justo Ibar Navarro, conseillant le bon accord avec les Français, au nom du prince tombé en leur puissance? Ou Perez de Castro, chef de la secrétairerie d'État, qui, parti pour chercher des instructions, revenait avec l'ordre secret, mais précis, de convoquer n'importe où, n'importe comment, des *Cortès*? Ces instructions, datées du 5 mai, la veille du jour où Ferdinand avait, dit-on, lui-même abdiqué, étaient-elles authentiques? Étaient-elles surtout exécutables?

Après une délibération de deux jours, Murat arracha la promesse d'une demande directe, mais en termes bien ambigus. « Dans la *supposition* qu'il existe un traité rendant l'Empereur des Français maître de disposer du trône d'Es-

pagne en faveur d'un des princes de la famille impériale..., sans entendre par là approuver ni imputer le droit des Infants... » La rédaction même de cette lettre fut reculée, les termes modifiés, les signatures refusées. Napoléon se passa de la demande du Conseil de Castille, affectant de se contenter de la démarche de la Junte et d'une députation de la ville de Madrid. Ainsi devait se terminer cette résistance de procédure, ce combat bureaucratique, *cancilleresco*, selon le mot pittoresque et juste d'un historien espagnol.

Pour atteindre le résultat, Napoléon ne s'obstinait pas sur la forme; mais on sait qu'il était l'homme de la précision : on le retrouve ici tout entier. Sa correspondance est incessante; les courriers partent chaque jour, presque d'heure en heure. Dans la seule journée du 11 mai, — où il est vrai qu'il expédia dix-huit missives importantes, — il envoie quatre lettres à Murat, pour sa part. Cette activité n'est pas de la fébrilité. « Vous le savez, je ne me presse en rien. Dans les affaires de cette nature, c'est le grand art de savoir attendre. » Il attendait donc la Fortune, mais pas en dormant. De sa « conquête », il voulait se servir sans retard, et prétendait bien en tirer pied ou aile. Comptant peu sur l'armée espagnole, il faisait fond sur les débris de la marine; il estimait qu'elle pouvait encore lui fournir vingt-huit vaisseaux, « peu de chose », mais utiles néanmoins à la « cause commune »; et il destinait ses escadres à une diversion en Amérique pour conserver les colonies. Il voulait tout connaître, embarrassant fort l'ignorance de Murat et l'indolence des bureaux de Madrid. Défiance patriotique, nonchalance traditionnelle, les ministres espagnols opposaient au Grand-Duc une inertie malveillante qui impatientait l'Empereur. Quand il s'était agi d'avoir les contrôles de la flotte, n'avait-on pas remis gravement à Murat l'*Almanach* de l'année! C'était là les documents officiels demandés.

Napoléon prenait ce qu'on ne lui donnait pas : les informations comme les provinces; il envoya des gens d'expérience pour débrouiller le chaos des archives. Le général Belliard au ministère de la guerre, l'auditeur Fréville dans les chancelleries devaient vérifier les ressources et en dresser l'état. La Forest fut chargé d'étudier les moyens financiers et de recueillir les diamants de la couronne, d'en vendre pour quatre millions, d'en verser le produit dans le Trésor vide de Madrid, et de racheter pour la France ce qui avait été volé à Paris, au commencement de la Révolution.

Napoléon n'ignorait pas comment le ministère Girondin, dans la semaine qui suivit les massacres de Septembre, avait dévalisé le garde-meubles de la place Louis XV (1), et qu'à la suite du pillage certaines pièces du trésor étaient passées en Espagne, comme le *Sancy* (2); et il spécifiait qu'on le lui renvoyât.

Il avait d'abord émis la prétention, revendiqué le « droit », peut-être un peu contestable, de *reprendre* ces diamants à cause de leur origine (3); il eut l'idée plus heureuse d'y mettre un « prix équitable » et dans une forme très digne, « n'achetant pas des diamants pour avoir des diamants », déclara renon-

(1) Dans les nuits du 11 et du 13 septembre 1792, Danton aurait envoyé Sergent et Panis enlever les trésors de la couronne, où ils laissèrent 500,000 francs sur 30 millions. — D'ALLONVILLE, *Mémoires*, t. III, p. 95; — PAGÈS, *Valmy*, p. 36. — *Mémorial de Sainte-Hélène*.

(2) Cette pierre célèbre en forme de poire presque ronde, portée en pendeloque, avait été achetée à des marchands juifs par Nicolas de Sancy en 1593, il la vendit au roi Jacques d'Angleterre, elle passa au duc d'Épernon, à Mazarin qui la légua à Louis XIV. On la retrouve en 1828 dans la famille de Godoy, le comte Demidoff l'acquiert, et, en 1860 la cède à un Rajah des Indes, où elle retrouve sans doute son pays d'origine. — BAPST, *Histoire des joyaux de la couronne de France*.

(3) Lettre du 28 mai, *Correspondance*, t. XVII.

cer à toute acquisition qui ne porterait pas sur les anciens joyaux de la couronne de France (1).

En présence du marquis de Mos, grand maître de la maison de Charles IV, La Forest se fit donc représenter les inventaires, ouvrir les armoires. La déception fut profonde. On trouva une grosse perle, la « fameuse *pérégrina* » ; un brillant plein de feux à la lumière, mais de couleur d'acier ; un collier de 238 perles « entre le moyen et le parfait » ; des diamants roses sans teinte, des diamants bleus assez plats ; des parures mesquines, à la monture démodée (2). Les experts n'estimaient pas ces richesses à plus de quatre millions (3). Et cependant les Bourbons d'Espagne passaient pour posséder des merveilles. L'aveu des employés fit savoir que Charles IV avait une cassette qui le suivait partout ; la Reine en avait cinq ; le prince de la Paix possédait aussi une très riche collection, dès longtemps mise en lieu sûr. Il ne semble pas qu'on ait jamais osé poursuivre l'investigation dans les bagages de Charles IV ni de Marie-Louise, dont la valeur des écrins fut reconnue plus tard d'environ six millions. On estima « qu'entre la révolution d'Aranjuez et le départ pour Bayonne il y avait à éclaircir quelques particularités », et l'on admit « la possibilité de certaines infidélités ». Il y eut certainement des gens qui s'avisèrent de soupçonner le grand duc de Berg de n'avoir pas résisté à la tentation : il avait accepté de Godoy plusieurs beaux tableaux, notamment *l'Éducation de l'Amour* du Corrège (4), il aurait pu recevoir des présents moins volumineux mais plus précieux. Murat s'en défendit toujours avec chaleur ; et aux jours les plus tragi-

(1) Champagny à La Forest, 17 juin 1808, vol. 675, fol. 110.

(2) Lettre confidentielle de La Forest à Champagny, 13 juin 1808, vol. 675, fol. 83, 85.

(3) L'état porte 10,640,779 réaux, vol. 687, fol. 90.

(4) « Note sur les objets de prix qui étaient accumulés chez M. le prince de la Paix ». Madrid, 5 janvier 1812, vol. 688, fol. 14 et 15.

ques de son existence, détrôné, exilé, poursuivi, quand sa vie même est en jeu, il gardera encore la préoccupation spéciale de se disculper sur ce point, rappelant qu'il n'avait même pas eu la possibilité d'acheter, à deniers comptants, un collier de quelque valeur pour la princesse Caroline.

En 1808, l'affaire fut oubliée au milieu de la confusion du mois de juillet, quand il fallut en hâte s'enfuir de Madrid. Trois ans après l'Empereur ordonna des recherches en France, à Naples, en Espagne, on questionna les bijoutiers, les domestiques, les concierges du Palais. L'interrogatoire de tous ces subalternes n'amena pas d'éclaircissements, et comme l'avait dit La Forest, avec une douce ironie : « Il ne resta de diamants au roi Joseph que ceux qu'il avait apportés. »

Mieux que de l'éclat de ces pierreries Napoléon voulait entourer le trône de son frère d'une auréole morale. Il le présenterait à l'Espagne dans le prestige d'un réformateur, offrant, en don de joyeux avènement, à ce pays penchant vers la ruine, une organisation politique achevée.

Suivant l'utopie des hommes de 89, qui prennent le citoyen idéal et lui jettent sur les épaules un vêtement conventionnel, sans tenir compte de sa taille, de sa force ou de ses infirmités, il préparait pour l'Espagnol une Constitution calquée sur celle du Français. Il convoquait à Bayonne une assemblée de notables pour remparer la dynastie nouvelle d'une apparence d'acquiescement national. Ces vastes conceptions ne lui laissaient pas oublier les détails; il ne serait pas lui-même s'il ne passait pas du colossal au minutieux; nous le retrouvons bien tout entier dans sa lettre du 19 mai : entre deux paragraphes sur le Conseil de Castille et l'introduction du Code civil, il recommande d'aérer les tentes du camp français à Madrid, en tendant les toiles d'une

manière horizontale et en faisant fréquemment arroser le sol par des hommes de corvée !

Il n'était peut-être pas inutile de descendre avec Murat dans les infiniment petits ; ses maladresses étaient fréquentes ; presque toutes ses demandes portaient à côté. Que voyons-nous dans ses lettres ? Le souci des bagatelles et des hochets : la nomination de Fréville comme maître des requêtes, afin « qu'il ait un habit » ; le grand aigle pour Belliard ; des croix de Charles III pour son état-major ; la Légion d'honneur pour des Espagnols ; le ruban rouge à son neveu le prince de Hohenzollern et l'étoile des braves à Janvier, son secrétaire des commandements, car « rien ne serait plus agréable à la princesse Caroline ». — Puis des niaiseries : à Napoléon qui exige des rapports, il expédie « un grand fatras de papier, persuadé que Sa Majesté fera mieux que lui le travail ». Il ne fait pas parvenir les délibérations du Conseil de Castille « pour épargner à l'Empereur la peine de lire des expressions peu dignes ». — Ensuite, des choses graves : il envoie à Séville les deux régiments suisses, ce qui donne à la résistance un noyau militaire ; il retire le prudent édit de Philippe V, interdisant le port des armes aux Catalans, et voici une province frémissante qui use et abuse de la permission pour organiser le soulèvement ; il licencie les gardes du corps, ce qui les irrite, et il les renvoie dans leurs foyers avec une solde, ce qui propage l'esprit de résistance et fournit des chefs aux insurgés. Absolument berné par le Conseil de Castille, il attend ses moyens dilatoires, et espère toujours un acte d'adhésion qui ne vient pas. Il donne de sa hauteur de vues et de sa position la mesure pitoyable en écrivant : « Tant que les troupes espagnoles n'oseront tirer sur le peuple, on ne peut répondre de rien ! »

On devine le ton des réponses de Napoléon : il lui reproche « une confiance d'enfant ». Le Grand-Duc ne sait pas trouver

d'argent : son ministre des finances « est un sot ». — Pourquoi des gardes du corps près de lui ? « Ils vous assassineront ; renvoyez-les à l'Escorial. » — Pourquoi mêler des bataillons espagnols aux régiments suisses ? Ils leur donneront un mauvais esprit. — Pourquoi ne pas fortifier le Palais-Royal, l'Arsenal, le *Retiro* ? « Vos troupes se laisseront égorger. » — A ces reproches, Murat prend peur ; il confesse que son optimisme vient de son désir d'envoyer de bonnes nouvelles, il est tout prêt à en faire parvenir de mauvaises, si cela peut plaire à l'Empereur. « Si j'ai mis tant d'empressement à annoncer à Votre Majesté que la tranquillité n'avait pas été troublée dans les différentes provinces, c'était pour calmer les inquiétudes que j'avais cru apercevoir chez Votre Majesté. Si j'avais pu reconnaître dans vos dépêches des intentions contraires, rien n'était plus facile que de m'y conformer. »

Au fond, il est plus sincère qu'il ne le prétend ; son esprit, d'accord avec son courage, le porte à ne rien redouter ; une bonne charge de dragons, sabre au clair, voilà pour tout pacifier : « Les coups de canon du 2 mai assureront le pavillon de la dynastie nouvelle. » On pense rêver quand on lit de semblables dépêches et la confiance de ce héros naîf finit par désarmer. L'Empereur ayant remis une tâche si délicate aux mains d'un soldat maladroit, voulait chez son représentant diplomatique un rôle plus déluré. Sur son ordre, Champagny rappelait à La Forest qu'il était là-bas pour « soutenir » Murat, non pour le « flagorner », « servir de contrepoids, non coopérer à faire des sottises ». Champagny, à l'aise vis-à-vis d'un subordonné, lui adressait une mercuriale qui passait par-dessus sa tête. Nous avons le texte chiffré de cette dépêche, révélatrice sur le rôle de tous ces personnages.

Il était grand temps d'aviser, car les nuages amoncelés sur l'horizon allaient crever en tempête. Après avoir sonné la cloche d'alarme, Madrid retrouvait une apparence de repos,

les boutiques se rouvraient, les offices reprenaient dans les églises; mais, calme de surface, tranquillité d'aspect, il suffisait d'un cheval pour amener toute la capitale : le dimanche 15 mai, un cavalier est jeté à bas de sa monture qui s'emporte; les belles promeneuses du Prado poussent des cris, la foule s'enfuit, porte l'émoi, les fenêtres se ferment, chacun se barricade, les postes prennent les armes, on bat la générale. « Incident d'autant plus fâcheux que c'était la première fois, depuis les événements du 2 mai, que les Madrilènes s'étaient hasardés de paraître dans la promenade publique avec autant de concours. »

Car le 15 mai — ce qu'ignorait Murat — était la fête du patron de Madrid, *la romeria de San Isidro*, où toute la population se porte à l'ermitage du saint laboureur, dans les prairies du Manzanarès. On voit comment cette réjouissance patriotique et religieuse fut troublée par la circonstance la plus puérile. C'était jouer de malheur.

Chacun souffrait d'une situation aussi tendue; la misère atteignait tout le monde, les habitants partaient, les vivres n'arrivaient pas. Si les caisses du Trésor n'avaient plus que 400,000 livres dont il fallait donner la moitié au payeur impérial comme remboursement de « l'avance » faite au prince des Asturies, nos officiers aussi étaient réduits à la portion congrue, et ceci sans figure, car l'état-major de la garde vivait de pain et de lard. Tout crédit avait disparu; l'heure n'était pas à acheter des bijoux; les diamants de la couronne ne trouvaient pas d'acquéreurs; quelques banquiers amenés au palais promettaient avec plus de générosité que d'empressement une avance de 20 millions à 6 ou 7 pour 100. Napoléon, bien que son principe fût qu'un pays occupé, allié ou ennemi, devait nourrir son monde, craignait que cette pénurie ne dissuadât pas assez son beau-frère de quelque « prélèvement » personnel; il se souvenait des

cadeaux reçus et des présents offerts en Italie ; prendre une couronne, oui ; des meubles, fi donc ! « Je vous recommande de pousser la délicatesse jusqu'au scrupule : il ne faut rien distraire de ce pays-là, ni chevaux, ni autre chose ; enfin, ne pas avoir l'air d'être venu pour le gruger. »

Ce sont là jeux de prince :
On respecte un moulin, on vole une province.

Murat n'avait plus le loisir d'écouter d'autre voix que le bruit sinistre qui lui arrivait des quatre coins de la péninsule. Les désertions de la capitale lui ouvraient lentement les yeux ; il avait d'abord mal compris ces départs furtifs ; il chercha à en plaisanter : « Le quartier des gardes du corps est rempli de femmes éplorées ;... les officiers de Votre Majesté se proposent de les consoler. » Mais il fallut bien se rendre à l'évidence. Dans le seul mois de mai, 900 hommes avaient disparu ; le jour même où Murat, en maugréant, envoyait cette nouvelle, 200 gardes wallonnes manquaient en plus à l'appel du soir. Le lendemain, le régiment des dragons de Lusitanie désertait en entier, allant fournir une cavalerie aux patriotes insurgés ; il ne restait plus à Madrid que les cadres. A Alcala, les sapeurs du génie avaient été plus persuasifs : ils emmenaient avec eux leurs officiers, la caisse et le drapeau du régiment.

C'était trop pour la santé ébranlée du grand-duc de Berg : le trône d'Espagne perdu, le mécontentement de l'Empereur gagné, la pénurie des finances, la désertion de l'armée, le soulèvement du peuple, une chaleur torride, une tension d'esprit constante : il tomba malade, la fièvre se déclara. L'arrivée (29 mai) du général Lebrun, venu de Bayonne, porteur d'un projet de constitution et d'une proclamation impériale, augmenta sa nervosité et son trouble. Il se conforma aux prescriptions minutieuses détaillées par Napoléon : ne

montrer le projet qu'à cinq membres choisis du Conseil de Castille, n'en laisser prendre aucune copie. Mais il ne put atteindre cette célérité mathématique que lui traçait l'Empereur : « Vous recevrez le statut le 26, vous le faites examiner le 27; le 28 mai, vous me le renvoyez. » Le Conseil de Castille, à son habitude, se déclara incompétent; Murat, à son habitude aussi, fit des menaces, et la pièce fut enregistrée (31 mai). Il ne pouvait advenir rien de bien décisif d'un acte quasi secret sur un projet embryonnaire. La proclamation, destinée à une grande publicité, ne donna pas de résultat meilleur. Mais, en vérité, qu'attendre d'un morceau déclamatoire, si emphatique qu'on le voudrait attribuer à un scribe et qu'on n'y peut reconnaître le style concis, sec et nerveux de Napoléon?

« Espagnols, après une longue agonie, votre nation périssait. J'ai vu vos maux, je vais y porter remède. Je veux acquérir des titres éternels à l'amour et à la reconnaissance de votre postérité. Votre monarchie est vieille, ma mission est de la rajeunir... Je placerai votre glorieuse couronne sur la tête d'un autre moi-même... Souvenez-vous de ce qu'ont été vos pères, voyez ce que vous êtes devenus... Soyez pleins d'espérance et de confiance dans les circonstances actuelles, car je veux que vos derniers neveux conservent mon souvenir et disent : *Il est le régénérateur de notre patrie!* » Pouvait-on être plus sonore et plus maladroit? L'Espagne avait répondu par avance.

Le courrier portant les premières nouvelles du 2 mai provoqua dans les moindres bourgades un mouvement à ce point sincère, que les circonstances spontanées en sont identiques.

Carthagène, le 24 mai, proclame la résistance, à l'annonce des abdications. Sa voisine, Murcie, l'imité; Valence, en retard d'une journée, regagne le temps perdu par la violence

de la commotion. Toute cette rive verdoyante que baigne le flot d'azur de la Méditerranée est en feu. Le même vent de flammes balaye, au nord, les froides terrasses de la Galice, le sol raboteux des Asturies. Oviedo résume l'histoire de ces jours sanglants : le tocsin, la foule palpitante, les moines qui prêchent, les magistrats débordés, la populace et les grands d'Espagne réunis pêle-mêle dans une junta formée dans la rue, la guerre à la France, l'alliance avec l'Angleterre, le serment d'Annibal. Les traîtres sont voués à la mort, toute parole calme est une trahison. Chaque ville a son soulèvement, son accès de folie, son assassinat. La cause de la fidélité est déshonorée par le meurtre; une rage imbécile anime l'Espagnol contre l'Espagnol. Les meilleurs : Solano, Truxillo, Filangieri, del Aguila, Saavedra, de la Torre, sont frappés à Cadix, à Grenade, à la Corogne, à Séville, à Badajoz; Ciudad Rodrigo, Jaën, Malaga, égorgent leurs gouverneurs. L'élan de la révolte a été donné par le clergé; de lui encore vient l'effort de l'apaisement, souvent trop tard. Séville s'arroe le droit d'être le centre de la résistance et dresse l'étendard national contre les couleurs étrangères qui flottent à Madrid.

Celui qui portait notre drapeau ne le soutenait plus que d'une main débile; la santé de Murat allait de mal en pis. Il avait dû quitter le palais et chercher dans les jardins de la Floride le calme et l'ombre. Ce ne fut pas assez; la fièvre prenait un caractère inquiétant; il voulut, contre une chaleur étouffante, respirer un air plus léger; on le porta dans la villa du duc de l'Infantado, sur les hauteurs de Chamartin, retraite entourée de bois, où les vents rafraîchis de la sierra entretenaient une atmosphère moins embrasée. Le peuple crut à la punition divine : le mitrailleur du *dos de mayo* était frappé par le Ciel; d'aucuns parlaient d'empoisonnement, d'autres de folie : le malade le savait, s'en irritait davantage.

Il avait eu la volonté de rentrer à Madrid pour faire voir qu'il n'avait nulle envie de mourir; un accès nouveau le brisa. A la vérité, la douleur qui le rongait s'augmentait de son exaltation, il se réveillait d'une prostration effrayante pour s'emporter contre les événements. Il apprend que Ségovie est en révolte : « Qu'on brûle Ségovie ! » Les troupes rencontrent de la résistance : « Qu'on pendre les mutins ! » Il y a émeute à Badajoz, il fait écrire à Kellermann de « tomber » sur les habitants; il est ravi « qu'on l'ait mis à même de frapper un grand coup ». Ces emportements de furieux doivent être imputés à la fièvre.

Napoléon aussi était agité, néanmoins avec plus d'empire sur lui-même; il prenait assez gaillardement la maladie de son beau-frère, lui conseillant d'user « d'émétique »; et, sans attendre la réponse : « J'espère que vous êtes debout à l'heure qu'il est; jamais les circonstances n'ont rendu cela si nécessaire. » Murat le pensait aussi, mais il était terrassé. De loin, de haut, l'Empereur organisait la conquête : appelant le contingent polonais, formant des régiments provisoires; il veut avoir à Bayonne, sous sa main, une réserve de 4 à 5,000 hommes de vieilles troupes; il fait partir en poste deux bataillons de la garde de Paris, en ayant soin qu'ils exécutent à pied la première étape pour ne pas donner l'éveil aux Parisiens. Il s'inquiète de l'opinion de l'Europe, de celle du Tsar en particulier; il lui écrit afin de bien accentuer « qu'il ne garde rien pour lui » et que bientôt, tant ces affaires sont peu inquiétantes, ils auront une entrevue suivant leur ancienne promesse et leur mutuel désir.

Cependant, il multiplie les ordres à ses ministres de la guerre et de la marine; il dispose, pour aller rejoindre l'amiral Rosilly bloqué à Cadix, le corps de Dupont en échelons, la pointe en Andalousie, le soutien à Tolède, la troisième ligne en réserve à l'Escurial. Le maréchal Moncey

surveille Valence et sa *huerta*; Bessières fera la police des pays Basques aux Asturies, de la Navarre à la vieille Castille. Les garnisons de Pampelune, de Burgos, sont renforcées; une colonne marche sur Saragosse qui est en armes. Il débrouille le chaos des flottes espagnoles et leur trace la voie jusqu'en Amérique; ses bateaux légers iront porter l'heureuse nouvelle de la « rénovation » de la métropole; ses navires, réparés au Ferrol et à Carthagène, partiront affermir la fidélité des colonies. Autre avantage : les marins espagnols seront éloignés comme les fantassins sont dispersés; le corps de Solano coupé en trois tronçons : Séville, le camp de Saint-Roch, le Portugal; les troupes du Midi envoyées aux présides d'Afrique et aux Baléares. Il comprend que le clergé espagnol détient la plus grande force morale du pays et il veut s'en servir; il écrit de sa main à l'archevêque de Tolède, il sollicite de l'archevêque de Burgos un mandement pacifique; il recommande au maréchal Bessières d'envoyer en avant de ses troupes, à mi-chemin de Santander — éclaireurs d'un nouveau genre — deux ou trois bons prêtres pour faire connaître aux habitants combien est grand leur aveuglement d'avoir des intelligences avec les Anglais, des hérétiques!

Il fait bien de tout ordonner lui-même, il ne faut pas compter sur Murat; ses forces diminuent, une sombre mélancolie l'étreint, sa fièvre est devenue du délire; une obsession l'opprime : il veut partir! D'une écriture tremblée, presque illisible il envoie à l'Empereur quelques rares billets, c'est pour solliciter son retour. A sa correspondance interrompue, nous pouvons suppléer par les dépêches de La Forest; elles confirment cet état fébrile. « Le prince se croit en danger; il déplore son malheur de mourir loin de son auguste épouse et des princes, ses enfants. Lui parle-t-on, pour le distraire, du royaume de Naples, il déplore la fatalité

de vivre loin de S. M. l'Empereur. Les affaires du gouvernement l'importunent, et il ne veut point qu'on l'en entretienne; il n'ouvre l'oreille qu'aux rapports militaires (1). » — « Aujourd'hui, la tête appuyée sur les deux mains, n'ayant plus qu'une idée fixe, ne parlant que de fuir une atmosphère qui le tue, dégoûté de tout aliment, accusant ceux qui le retiennent de vouloir sa mort. On est réduit à le tromper pour cinq ou six jours encore; on lui fait voir des préparatifs, on l'entretiendra des mesures prises sur la route pour son escorte et ses couchées; il est convenu avec ses médecins que l'on entrera désormais dans son sens pour ne pas irriter davantage son imagination ».

Napoléon envoya Savary; c'était poursuivre une étrange erreur : Savary, si mêlé à l'enlèvement de leurs princes, était particulièrement odieux aux Espagnols. Ces deux choix successifs : Murat, Savary, dénotent la volonté de l'Empereur de n'avoir que des sous-ordres obéissants. Le futur duc de Rovigo fut effrayé de l'état du nouveau roi de Naples; il ne cacha pas son impression alarmée : « Il n'a pu ni me parler ni me reconnaître; il était presque au plus mal. J'y suis retourné cette après-midi: il était dans la même crise; il n'y a pas beaucoup de différence de l'état de mort à celui dans lequel il se trouve (2). » Prenant la succession du lieutenant du royaume, Savary en accentua l'omnipotence, la morgue, la brutalité; il se complut avec maladresse dans un poste de parvenu, exigeant des honneurs royaux. La présence de Murat lui était importune, il hâta bien volontiers son départ; il reçut tous ses pouvoirs, lui envoya La Forest pour assurer les préparatifs, et le 29 juin le grand enfant malade sortait de Chamartin, reprenant à petites journées la route de France, porté en litière comme un moribond;

(1) La Forest à Champagny, 8 juin 1808, 23 juin 1808.

(2) Savary à l'Empereur, 22 juin 1808, AF IV, 1606.

une escorte de dragons conservait à peine à son convoi d'hôpital l'aspect militaire qui convenait à un soldat comme lui.

Il atteignait Bayonne le 7 juillet. Le voyage ne lui avait pas été nuisible, son dépit seul était accru. Il descendit sur les bords de la Nive, à la propriété de la *Lauga* où déjà résidait la « reine » Caroline. Pendant les trois journées de son séjour, son impérial beau-frère le vint visiter; leur mauvaise humeur parut réciproque; Murat éprouvait une déception qu'il ne put pas dissimuler; sa femme, intelligente, adroite et satisfaite, sut adoucir ces heurts malencontreux et afin de tout prévoir fit partir son mari pour Barèges, où la réflexion, plus que les eaux, sans doute, obtinrent la détente de son esprit. Sa mobilité l'amena promptement à se complaire dans les hochets de sa dignité nouvelle. Déjà, il était moins séduit par les splendeurs de la succession de Charles-Quint, quand, à la fin d'août, il se croisa à Lyon avec Miot de Melito, voyageant en sens inverse : de Naples à Madrid. Ils échangèrent leurs impressions sur les pays qu'ils quittaient, sur ceux qu'ils allaient voir, et le ministre du roi Joseph reçut du roi Joachim des confidences pessimistes au sujet de ce royaume d'Espagne qui, si peu de jours auparavant, tout comme le vent à travers la montagne, l'avait rendu fou

CHAPITRE II

LA JUNTE DE BAYONNE

(Juin-Juillet 1808)

L'Empereur veut façonner l'opinion alarmée de l'Europe : rôle de Talleyrand auprès du corps diplomatique à Paris : notice historique de d'Hauterive; rapport de Champagny. — Stupeur et silence en France. — Délassements et travaux de Napoléon. — Le château de Marrac; la vie de cour; les réceptions; les excursions; les revues.

Arrivée des députés espagnols. — Arrivée de Joseph Bonaparte. — La Junte; ses membres; ses séances (15 juin-7 juillet); ses travaux. — La *Constitution*. — Ses origines et ses conséquences. — La « Maison » et le ministère du roi Joseph. — Départ général : Joseph entre en Espagne; Napoléon retourne à Paris.

I

Entre le départ des princes espagnols (13 mai) (1) et l'arrivée du roi Joseph (8 juin), Napoléon peut mûrir ses projets. Avant tout, il voulait, sur des événements si extraordinaires, imposer la « note » au concert des chancelleries. Toutes les Cours avaient l'oreille au guet. Dès le 29 avril, Metternich donne l'impression d'alarme générale dans cette lettre à M. de Stadion où il développe la nécessité d'une alliance austro-russe comme une position défensive en face de l'envahissement de l'Espagne :

Le sceptre de Charles IV ne lui appartient plus depuis nombre d'années; faible et débile usufruitier de l'héritage de ses pères, on l'appelle maintenant, lui et son malheureux successeur, devant un

(1) La reine d'Étrurie rejoignit ses parents à Compiègne, le 19 mai.

tribunal monstrueux d'une création nouvelle. Un Roi qui n'ose abdiquer en faveur de son successeur légitime, et le fils qui n'ose régner qu'en vertu de l'autorisation d'un ambassadeur français, ne règnent plus... L'Espagne va sans doute changer de maître; sa chute n'altère pas notre position; elle n'ajoute rien à la puissance de la France... La chute de ce trône n'est pas une surprise pour moi. Napoléon ne fait que soulever davantage le voile transparent qui couvre ses intentions générales...

Le fracas de la chute d'un grand trône est épouvantable, il résonne au loin, et cependant tous les principes n'en sont pas plus lésés que par le passage d'une escouade qui arrache d'un asile sacré un malheureux Bourbon pour le fusiller à Vincennes (1).

Ces sentiments d'inquiétude un peu revêche, quelqu'un se charge de les transmettre à l'Empereur avec une simplicité ironique; c'est Talleyrand, du fond de son hôtel de la rue Saint-Florentin. Il écrit à Napoléon en homme de l'intimité, il se fait agréable et donne, sous ce voile de la bonne grâce, un conseil retors avec un coup de griffe. Peu à peu il se trouve pris dans ses propres filets, et mêlé aux événements dans une posture qu'il n'avait pas rêvée.

Sans paraître trop influencé par la rumeur des salons, il la note, l'exagère et la communique comme une approbation de ses propres idées, comme une force latente massée derrière lui. Il est donc possible de concilier l'adulation de sa correspondance avec la critique de sa conversation, critique dont Mme de Rémusat était alors le témoin quotidien : « Il était mécontent, blâmait hautement tout ce qu'on faisait et ce qu'on allait faire. » La fine mouche qu'était cette femme, d'un esprit supérieur au caractère, a probablement deviné le secret de ces réticences dédaigneuses : « Dans cette occasion, il se voyait écarté, et pour la première fois, Bonaparte apprenait à se passer de lui (2) ».

(1) *Mémoires*, t. II, p. 167.

(2) Madame DE RÉMUSAT, *Mémoires*, t. III.

L'alarme chez le comte Tolstoï, ambassadeur de Russie, se confondait avec la jalousie et se manifestait presque publiquement par cette boutade à la table d'un banquier parisien :

Depuis quelque temps j'ai expédié quatre courriers, annonçant le premier l'annexion de la Toscane, le second l'invasion du Portugal, le troisième l'invasion de Rome, le quatrième celle de l'Espagne. Qu'annoncera le cinquième? Je l'ignore.

L'Empereur fut piqué des propos de l'ambassadeur de son allié; et tout en voilant son dépit sous la fanfaronnade, il ne put s'en taire dans l'intimité de sa correspondance : « J'ai peine à croire que M. Tolstoï ait tenu le langage qu'on lui prête. C'est un quolibet parisien... Je puis avoir des démêlés avec Rome et avec l'Espagne, cela ne regarde pas la Russie; c'est pour moi les frontières de la Chine. Je suis bien avec tout le monde et en mesure d'être mal avec qui voudra... Toutefois donnez à dîner quelquefois à M. Tolstoï (1) ». M. Tolstoï acceptait, mais continuait de fréquenter avec une assiduité peu discrète les irréductibles du faubourg Saint-Germain et en particulier le salon de Mme Récamier, poussant, vis-à-vis de la société bonapartiste, jusqu'à l'hostilité sa froideur auprès de l'Empereur, si bien qu'une querelle avec le maréchal Ney avait manqué se terminer l'épée à la main.

L'espoir d'une pleine liberté d'action aux bouches du Danube pouvait seul arrêter les explications délicates qu'en d'autres temps, la Russie n'eût pas manqué de solliciter. Le cabinet de Saint-Pétersbourg n'était pas le seul qu'on dût éblouir. De plus en plus, la présence à Paris du prince de Bénévent parut opportune, pour dissimuler le danger sous la gaze habile de ses discours; il se mit en campagne et obtint un succès dont il faisait part à l'Empereur en ces termes :

J'ai vu une grande partie des membres du corps diplomatique

(1) Lettre à Talleyrand. Bayonne, 25 avril 1808.

et leur ai dit ce que V. M. m'avait permis de leur dire. Les événements de Bayonne ont excité l'admiration. Il n'y a à cet égard qu'un sentiment. Les événements de Madrid y ont mêlé une sorte d'impression de terreur que j'ai pu remarquer chez les ministres même des Cours les plus amies (1).

Malgré « l'admiration », une apologie historique sembla nécessaire. On en confia l'exécution pratique à la plume alerte de M. d'Hauterive qui s'évertua à trouver des précédents heureux dans les abdications de Charles-Quint et de Philippe V (2). Le prince de Bénévent se donna toutefois le malin plaisir de rectifier « les dates forcées » et les assertions par trop fantaisistes que la partialité de Napoléon avait commandées. « On ne peut, disait-il doucement, changer la nature des faits ni la chronologie ». — Un dernier travail tout d'actualité fut ajouté à cette page d'histoire ancienne : un *mémoire* envoyé par M. de Champagny à nos représentants (Vienne, Munich, Dresde, Saint-Petersbourg, Stuttgart, Copenhague, Constantinople) (3). Le ministre remontait d'abord un peu haut, jusqu'à la Ligue, avec des réminiscences contre l'influence espagnole en France au xvi^e siècle, puis il faisait retomber sur l'Angleterre toute la responsabilité des transformations dynastiques qui venaient de s'effectuer; jamais le dessein de l'Empereur n'avait été de s'emparer de la péninsule, mais de la soustraire aux ambitions des Anglais. Tous et chacun de nos ambassadeurs étaient conviés à mettre à profit ces instructions dans leurs entretiens, gardant toutefois une grande réserve pour le développement de considérations politiques qu'on ne pouvait point ne pas reconnaître un peu enfantines. Que les princes d'Europe aient été convaincus du bien fondé de pareilles assertions, il est

(1) 13 mai 1808. AF IV, 1680.

(2) 20 mai 1808, vol. 674, fol. 356 à 365.

(3) 18 juin 1808, vol. 675, fol. 132 à 141.

permis d'en douter; mais ils demeurèrent dans le silence.

Ainsi faisait la France, très ignorante d'ailleurs encore des circonstances et des détails. L'opinion publique, rassasiée de surprises, regarda d'abord les événements avec une lassitude inquiète; on se demandait seulement ce que l'Empereur allait faire, quels sacrifices nouveaux d'hommes et d'argent seraient imposés, on était las de gloire et désireux de repos, on devinait des intrigues secrètes dont on ne tenait pas le fil, la défiance s'accroissait; tout rendait attentif; les flatteurs pouvaient balancer leurs cassolettes, déjà d'autres nuages que celui de l'encens flottaient sur l'horizon. Talleyrand, dont j'aime à produire ici les lettres manuscrites, parce qu'elles ne peuvent cacher ses sentiments sous la couleur apprêtée de ses *Mémoires*, Talleyrand qui le 8 mai chantait victoire (1), transmettait, le 14, avec la discrétion de son caractère, les échos de moins en moins approbateurs de la grande ville : il appuie autant que sa main adroite le sait faire, et la touche légère de sa plume ne peut paraître significative que parce que c'est lui. Il se montre déjà anxieux; il n'est point homme à ameuter la foule par le tocsin, mais il sonne une petite clochette d'alarme. Rendons-lui la justice de constater qu'elle ne fut point entendue.

L'impression de Paris sur les affaires du midi est toujours la même. Elle a quelque chose de triste qui dans certains esprits va jusqu'à une sorte d'étourdissement et qui paraît tenir à la rédaction de la partie « Bulletin » de l'évènement de Madrid qui est dans

(1) « Tout le monde ici admire la marche que les événements ont prise, marche si heureuse qu'il était impossible d'espérer davantage. Le vulgaire même se montre bien persuadé que ni celui qui s'est laissé précipiter du trône, ni celui qui a tenté de s'y asseoir ne peuvent maintenant prétendre à y remonter, et qu'ils s'en sont exclus l'un par sa faiblesse, l'autre par sa violence. » — AF IV, 1680.

J'ai publié ces douze lettres du prince de Bénévent à l'Empereur : *Talleyrand et les affaires d'Espagne en 1808* dans la *Revue des questions historiques*, octobre 1900.

le *Moniteur*. Les mots *quelques milliers* (de morts), sans une expression de regret, ont fait généralement de la peine. Du reste, il y a une réflexion que beaucoup de gens font déjà et que tout le monde fera, c'est que cet événement met fin aux séditions en Europe; et cette idée, qui est dans l'intérêt de tous les temps et de tout le monde, remplacera l'impression pénible qui domine aujourd'hui (1).

Il serait malaisé d'être plus circonspect, cependant l'avertissement est donné : *nunc reges intelligite*. Dans l'intimité des salons le très prudent prince de Bénévent, « dévoré par le désir de blâmer », s'enhardissait à porter des sarcasmes plus ou moins piquants sur l'inhabileté de M. de Champagny ou la gaucherie de M. Maret. Un peu retenue par ses discours antérieurs, sa critique s'arrêtait à la manière dont l'affaire était conduite (2).

Mme de Rémusat témoigne qu'il appelait devant elle les

(1) 14 mai 1808, AF IV, 1680.

(2) « Cette réserve lui était d'autant plus commandée que l'idée de l'envahissement du royaume espagnol et de l'expulsion de la maison de Bourbon non seulement ne lui était pas étrangère et n'avait jamais été blâmée par lui, mais que, suivant toutes les apparences, la conception première lui en appartenait... Il aura sans doute articulé une phrase qu'il affectionnait beaucoup, car je la lui ai entendu répéter maintes et maintes fois : « La couronne d'Espagne a appartenu depuis Louis XIV à la famille qui régnait sur la France. C'est une des plus belles portions de l'héritage du grand Roi, et cet héritage, l'Empereur doit le recueillir tout entier; il n'en doit, il n'en peut abandonner aucune partie. » J'ai la certitude que Napoléon a de son côté souvent prononcé cette même phrase. Tous deux l'avaient donc également adoptée : à qui des deux appartient-elle à l'origine? Sans rien assurer, on peut dire au moins qu'elle porte le cachet de M. Talleyrand. » — PASQUIER, *Histoire de mon temps*, t. I, chap. XIII.

Et dans une note (je la reproduis d'autant plus volontiers qu'elle vise tout justement les documents originaux dont je cite le texte), le chancelier précise bien où il a puisé sa conviction :

« Depuis que ceci a été écrit, j'ai eu l'occasion de parcourir (en 1829) la correspondance qui avait eu lieu entre M. de Talleyrand et Napoléon, pendant le séjour de ce dernier à Bayonne; il en résulte clairement que non seulement il n'y eut point alors, de la part de M. de Talleyrand, l'ombre d'une objection contre le système que Napoléon avait adopté, mais que ce système, au contraire, avait sa pleine approbation. »

événements de Bayonne « une basse intrigue » (1); et Beugnot (2) rapporte les expressions dont il se servait encore : « Tromperie, tricherie. » Beaucoup pensaient de la sorte. Une phase nouvelle s'annonçait dans l'histoire de l'Empire; les mécontents, il y en a toujours, devenaient des effrayés et se changeaient tout aussitôt en opposants. Une opinion publique se formait et elle était hostile. « L'indignité des moyens ne laissait au succès aucun prestige. Conduite comme une intrigue, dénouée par un guet-apens, cette installation de son frère sur le trône d'Espagne ne pouvait pas même être assimilée à une invasion entreprise contre le droit des gens. Les conversations devinrent hardies et universelles; les diverses oppositions se touchèrent par un point commun; la cause espagnole, déjà sympathique aux anciens royalistes, inspirait de l'intérêt aux libéraux. » — Qui dit cela? Un fonctionnaire placé pour bien voir et entendre (3). Et c'est la vérité.

Peut-être la conscience de l'Empereur ne s'adressait-elle pas des reproches aussi vifs? Si elle tressaillait, le maître voulait, sous des voix plus sonores, étouffer ce murmure, et il redoublait d'activité. De ses vastes entreprises, il se délassait par d'autres travaux : la volonté satisfaite, donc l'esprit tranquille, il fixait l'avenir en souriant et la saison était belle. Le cadre lui-même se trouvait charmant et les douces campagnes du pays Basque lui offraient un horizon « fait à souhait pour le plaisir des yeux ».

Au pied de Bayonne, à l'abri de bosquets toujours verts, la Nive et l'Adour mélangent leurs eaux. Elles coulent vives, gracieuses, puis larges et puissantes, et balancent sur leurs flots mouvants la richesse d'un peuple. La cité, sous les clo-

(1) *Mémoires*, t. III, p. 362.

(2) *Mémoires*, t. II.

(3) *Souvenirs du baron de Barante*, t. I, p. 283.

chetons aigus de sa cathédrale, déroule ses carrefours grimpants, où montent à la file les cacolets des jolies Bayonnaises aux cheveux noirs piqués d'un foulard rouge. Les rues sinueuses s'enlacent en mille détours pour arrêter le souffle de la bise; et leurs arcades basses, où règnent la fraîcheur et l'ombre, mettent les promeneurs à l'abri des flèches du soleil. Tête de pont du côté de la France, la Tour du Saint-Esprit, par où sont passés tant de princes et de princesses, s'avance et coupe de son mur crénelé la lame des deux rivières; du haut de ce « réduit » le regard plonge dans les vieilles futaies des Allées Marines, et se perd au loin le long des quais, en suivant le fil de l'eau qui court à la mer. La contrée fertile s'égaie d'une multitude de petites collines remplies d'habitations éparses, dont chacune possède sa fontaine, sa treille et son verger. Les riches vallées, couvertes de prés et de bois, le voisinage de l'Océan, la vue des Pyrénées et des côtes de la Biscaye, varient à l'infini les aspects de cet heureux pays.

La diversité des costumes et des usages espagnols, les traits des étrangers qui peuplaient momentanément la ville, les nombreux équipages de forme antique qui parcouraient les rues et où se mêlaient les fleurs de lys unies aux armes de Castille et d'Aragon, formaient, pour l'observateur, un tableau piquant (1).

L'Empereur avait voulu se loger loin du bruit; son choix était tombé sur Marrac, et il avait fallu disposer ce petit château qui payé sur l'heure 80,000 francs prit rang dès lors parmi les « palais de 3^e classe » des domaines impériaux (2). Il avait été bâti jadis par Marie-Anne de Neubourg (l'héroïne de *Ruy Blas*) veuve de Charles II, exilée d'Espagne. Un

(1) Comte DE SENFTT, *Mémoires*, p. 47.

(2) Après le départ de l'Empereur (qui n'y revint jamais) un budget de 69,000 francs alimentait les gages du personnel. *Bibliothèque nationale*, Ms. Fonds français, vol. 6598, p. 128.

grand corps de logis flanqué d'ailes en retour, permit de réserver deux vastes appartements à l'Empereur et à l'Impératrice; quatorze chambres mansardées étaient occupées par les gens indispensables au service. Il fallut réquisitionner les villas des environs pour le logement des personnages d'importance : Berthier à Saint-Forcet, Champagny à l'Argentré, Duroc à Saint-Michel, Maret à la maison Cabarrus, près du pont Mayou. Quand arriva Caroline Murat, on l'installa à la Lauga, un charmant vide-bouteilles sur la Nive. Une activité presque fébrile envahit ce tranquille petit coin de terre : on traça de Marrac à Bayonne une route qui n'était encore qu'une fondrière, quand l'Empereur se trouva déjà parti. Des baraques en planches pour la garde, un camp improvisé pour les régiments de passage, transformaient les jardins en casernes; et les abatis d'arbres dans le parc donnaient l'aspect fâcheux d'un bouleversement, plus que d'une transformation. L'homme vraiment gâtait la nature.

Tout un monde était réuni là, des ministres : Berthier, Champagny, Maret; des généraux : Bertrand, Lebrun, Savary; des membres du corps diplomatique : le comte de Senfft, ministre de Saxe; le Comte Czernicheff, aide de camp de l'empereur de Russie; M. de Rosenvantz; M. de Lima, venu de Lisbonne; plus tard arriva de Naples le marquis de Gallo. Enfin M. de Bausset, préfet du palais; M. de Bondy, Lavallette, l'abbé de Pradt comme aumônier, Menneval et Fain comme secrétaires; le chirurgien Yvan; quatre aides de camp, huit pages. — Derrière l'Impératrice, trois dames du palais, Mmes de Montmorency, Maret et de Matignon; un premier écuyer, le général Ordener, l'homme de l'enlèvement du duc d'Enghien, qui devait se trouver plus à l'aise que tout autre dans ce guet-apens contre des Bourbons, car Bayonne complète Etteinhem.

Les soucis politiques et les préparatifs militaires auraient

justifié un peu d'humeur sombre; l'Empereur cependant avait décrété le plaisir; il y était mal parvenu. « J'ai ouï-dire aux personnes qui firent le voyage, rapporte Mme de Rémusat, que le séjour de Marrac fut triste, et que la préoccupation de tout le monde était de souhaiter le dénouement afin de rentrer à Paris. » Presque chaque jour, sans indiquer l'heure ni le lieu des excursions, affectant de les varier, Napoléon parcourait les environs. Dans leur élégant habit rouge, leur pantalon de casimir, leur shako de velours noir à l'aigrette blanche, les gardes d'honneur le précédaient. L'heure du diner avait été fixée entre huit et neuf, ce qui troublait tous les usages du temps, mais Napoléon l'avait choisie pour se donner la possibilité des longues promenades.

Il faisait tous les soirs avec l'Impératrice et ses dames des courses en calèche qui se dirigeaient le plus souvent vers les bords de la mer, et ce goût creva plus d'un attelage en faisant rouler rapidement les voitures sur la plage sablonneuse. — Quelquefois, l'Empereur, à cheval, poussait sa monture jusqu'à quelque distance du rivage, dans cet élément pour lequel il éprouva toujours tant d'attrait et qui n'a jamais reçu son joug (1).

Tableau qui devrait tenter le pinceau du génie : « l'Empereur jouant avec l'Océan ! » Le vent est tombé, la marée monte; peut-être plane dans les cieux quelque grand aigle sorti de son aire des Pyrénées; la forte main qui dompte le monde s'occupe tout entière à contenir le mors du cheval dont les sabots tremblent sous la lame; l'écume, se brisant en poussière, l'enveloppe d'un manteau d'étincelles, et les feux du jour dorant l'émeraude des flots entourent le demi-dieu d'une mouvante auréole. Il y a du défi dans le regard que le dominateur jette à la mer : son mystère l'irrite, sa mobilité lui échappe, son étendue l'écrase, et pour aug-

(1) SENFT, *Mémoires*, p. 51.

menter son dépit, dans le lointain, les voiles des frégates anglaises, provocantes et inaccessibles, passent et repassent comme les sentinelles qui marquent les bornes de son empire. Il demeure inviolé, cet élément que son immensité rend plus désirable; si l'Empereur et Roi veut s'y délasser un instant, c'est au prix de précautions quasi puérides : il prend son bain entouré d'un peloton de cavaliers, mousqueton haut, l'œil au guet, le visage vers la croisière ennemie, et postés en éventail aussi loin que dans l'eau leurs chevaux peuvent avoir pied (1).

De neuf heures à minuit, il y avait généralement soirée chez l'Impératrice, mais l'Empereur n'y paraissait qu'un moment; il prit part une seule fois au jeu et sa présence y fut sensationnelle : à une table de vingt-et-un, il ramassait des jetons contestés et refusa en riant de les rendre à son voisin, avec cette riposte d'une application plus générale : « Ce qui est bon à prendre est bon à garder (2). » Il permettait parfois autour de lui d'heureuses boutades, et sur ce point accordait beaucoup de liberté de parole au préfet du département, un homme de qualité et de mérite, M. de Castellane à qui il disait : « Vous êtes un pacha ici : les préfets une fois à cent lieues de la capitale ont plus de pouvoir que moi. — Oui, Sire : les préfets font payer les impôts, vous fournissent des hommes pour la guerre, pendant qu'ils maintiennent la paix dans l'intérieur. Vos préfets sont les cuisiniers de la gloire : ils apprêtent les plats, vos généraux les mangent (3). » Le plus souvent, la conversation ne prenait pas ce tour plaisant, on sait qu'une gêne extrême paralysait tous les interlocuteurs de l'Empereur, qui dans la causerie n'admettait que le monologue. Et comment garder son esprit calme et serein, en

(1) Général DE BRANDT, *Souvenirs d'un officier polonais*.

(2) SENFTT, *Mémoires*, p. 50.

(3) *Journal du maréchal de Castellane*, t. I, p. 21.

croisant dans les salons de terribles compagnons comme Savary, craint de tous et décrié de chacun? Savary qu'un soir un aide de camp désignait à ce même M. de Castellane, ajoutant à voix basse :

Vous le voyez bien : il vous étouffe de caresses. Eh bien ! si l'Empereur lui disait de vous tuer, il viendrait à vous, vous prendrait tendrement la main et vous dirait : « Mon ami, j'en suis au désespoir, je suis forcé de vous envoyer dans l'autre monde : l'Empereur le veut ainsi. »

Les gens qui riaient avaient donc là un sourire forcé ! Qui n'eût été soucieux? Beaucoup d'Espagnols attendant avec anxiété le sort de leur pays ne se présentaient à Marrac que pour épier un mot qui pût éclairer leur conduite et soulager leur patriotisme. A côté d'eux, en proie aux mêmes alarmes, d'autres groupes paraissaient mélancoliques et sombres sous les lustres illuminés : c'étaient les Portugais. « Je ne sais pas ce que je ferai de vous, » avait dit l'Empereur dans une désinvolture superbe, et de fait il paraissait les avoir complètement oubliés. Les Bayonnais ne semblaient guère mieux impressionnés : aux réceptions ils s'entendaient poser des questions insignifiantes ou triviales (1) ; leur commisération extérieure pour les princes de Bourbon était fort mal vue. L'Empereur, qui les avait enthousiasmés par ses splendeurs, les choquait par ses originalités dédaigneuses :

Quelquefois le matin, de bonne heure, il gagnait seul, et comme à la dérobée, les allées voisines de son appartement, vêtu d'une vieille redingote, avec un petit trousseau de papiers sous le bras : on aurait dit un écolier allant à sa leçon. On l'a vu sur les plages du Boucau, en présence de ses canotiers et de beaucoup d'autres personnes, poursuivre d'un air folâtre l'Impératrice et la pousser jusqu'à mi-jambe dans les flots de la marée (2), jeter à l'eau ses

(1) BAILLAC, *Chronique de la ville de Bayonne*, t. II, p. 328.

(2) *Id.*, t. II, p. 327.

mules de satin blanc et la forcer à courir déchaussée, sur le sable, pour regagner sa calèche.

Il prenait d'autres plaisirs moins innocents : on avait logé à Marrac, dans les combles du château, une jeune et fort belle personne, sous le prétexte de donner une lectrice à l'Impératrice; cette demoiselle Guillebeau dont la sœur n'avait été cruelle ni pour Junot, ni pour Murat, ne tint pas rigueur à son tour à Napoléon dont les ordres lui étaient remis par le mameluck Roustan. Tous les souvenirs bayonnais sont fertiles en anecdotes sur l'aventure. L'Empereur ne s'en taisait guère; Joséphine gardait le plus nécessaire silence, portant ses yeux alarmés de Mlle Guillebeau la lectrice d'aujourd'hui à Carlotta Gazzani, la lectrice d'hier, autre beauté à la taille de déesse, aux dents éclatantes, au profil antique, déjà oubliée par le sultan volage.

Tout cela pour lui n'était que bagatelles; c'est à ses soldats qu'il donnait son cœur : il réunissait, armait, organisait et mettait en marche ces régiments provisoires prélevés sur les conscriptions prochaines, « gros enfants de vingt ans », dont il se déclarait satisfait. Jamais son ascendant sur les troupes ne s'affirma mieux qu'en ces jours-là. La répugnance pour le service en Espagne se déclarait instinctive et générale; les hommes arrivaient à Bayonne à contre cœur et mécontents, l'Empereur les passait en revue, parlait aux officiers à la parade, un mot aux conscrits, un regard aux anciens, et le lendemain, remplis de confiance, sous l'œil du maître, ils partaient pour Irun, en chantant. Grenadiers, cheveu-légers, gendarmes d'élite, cuirassiers, légion de la Vistule confondent leurs brillants uniformes; aujourd'hui ce sont les gracieux escadrons de la cavalerie légère de Lasalle, demain les pesants bataillons de la garde de Paris défilent et passent; puis les lanciers polonais qui croient acheter la liberté de leur patrie en allant concourir à

la servitude d'un autre peuple. Ils croisaient sur la route, en sens inverse, des Portugais levés par force et qui doivent les remplacer dans leurs garnisons; mais le chassé-croisé est malheureux : dans la traversée de l'Espagne, en face d'une occasion si belle, les désertions ont été nombreuses et les hôpitaux ont reçu les débris des compagnies portugaises décimées.

En présence de ces troupes en mouvement, son génie militaire s'excite, sa fébrilité est extrême : il court à Biarritz pour établir des batteries sur la côte des Basques; une nuit il va accoster lui-même le vaisseau qu'il envoie porter aux Antilles la nouvelle du changement de dynastie et presse le capitaine de franchir la ligne de blocus des Anglais. L'Espagne à conquérir, l'Amérique à dominer ne lui semblent pas des parties suffisantes, il parle d'une expédition dans les Indes. Les choses de la mer le passionnent avec l'attrait d'une nouveauté; sans cesse on voit glisser sur les flots de l'Adour les rameurs de son élégant canot blanc et rouge que l'aigle doré de la proue semble emporter dans son vol (1). Agrandir le port, construire des navires, lancer des barques, bâtir des casernes, fonder des hôpitaux, décorer une salle de spectacles, percer des rues, élever des quais, creuser des fontaines, — voilà ce qu'il veut, ce qu'il promet, ce qu'il ordonne. Rêves pacifiques que les événements militaires bouleversent, emportent et qui fondent, comme les autres chimères de sa pensée, dans le creuset du Destin.

II

Il y avait alors à Bayonne deux groupes d'Espagnols : les premiers, après le départ des princes, étaient restés par

(1) Douze capitaines au long cours s'étaient spontanément offerts pour manœuvrer le canot impérial. DUCERRÉ, *Napoléon à Bayonne*, p. 152.

crainte, ambition, ou patriotisme; les seconds venaient de franchir les Pyrénées, ils arrivaient pour répondre à la convocation de l'Empereur. Car s'il prétendait pétrir l'Espagne à son gré, il lui plaisait de donner à son œuvre une façade qui masquerait la violence du procédé. Il avait donc décidé la réunion d'une *Junte* nationale. La Junte du gouvernement de Madrid, chargée de l'application de ce projet, y avait assez volontiers donné les mains, non seulement parce que Murat la dominait alors, mais aussi parce qu'elle trouvait là le moyen de remettre à d'autres la responsabilité qui l'écrasait. Cent cinquante personnes choisies par un moyen de votation assez compliqué parmi vingt-quatre groupes d'électeurs divisés en trois classes (clergé, noblesse, tiers-État) devaient représenter les corps municipaux, les corporations, les ordres religieux, les tribunaux, la Grandesse. Il leur fallait être arrivés à Bayonne le 15 juin « pour s'y occuper de la félicité de l'Espagne et reconnaître les malheurs occasionnés par l'ancien système ». La pensée de se rendre en France ne pouvait tenter les Espagnols; Bayonne trop naturellement leur paraissait l'antre du lion :

Les pas empreints sur la poussière,
Tous, sans exception, regardent sa tanière,
Pas un ne marque de retour.

Afin d'effacer ce sentiment d'effroi et de bien démontrer la liberté d'allures de tout le monde, on avait avec affectation délivré des passeports à quelques personnes de la suite des princes (1). Mais il restait un bien autre obstacle : la répugnance des électeurs. Dans les provinces limitrophes ou occupées par nos troupes il y eut quelque semblant de

(1) Le 7 mai 1808, reçurent ces passeports de retour : Cevallos, Labrador, Musquiz, Eusèbe Bardaxi, d'Onis, tous appartenant à la secrétairerie des Affaires étrangères. Vol. 674, fol. 233.

désignation; il n'y fallut même pas songer dans les pays soulevés. Le trajet seul était plein de difficultés, souvent de périls : les députés de la Catalogne en route pour Bayonne furent dispersés par leurs compatriotes avant d'arriver à Saragosse; les uns revinrent tranquillement à Barcelone, les autres restèrent cachés près de Taragone, au monastère de Poblet. Il ne paraît pas qu'ils aient tenté un nouveau départ par aucune route. Il en alla de même pour l'évêque de Gironne et un député de la ville (1). Bref, un quart seulement des délégués se trouva exact au rendez-vous et en tout 91 personnes figurèrent aux diverses séances (2). Les prétextes pour se dérober avaient été multiples : sur huit archevêques quatre s'excusent, deux ne répondent même pas, et celui de Pampelune a seulement l'air de se rendre; sur six généraux d'Ordres, un seul viendra (3). Par une lettre publique l'illustre et saint évêque d'Orenze, Mgr de Quevedo exposa ses raisons avec beaucoup de déférence pour le « grand » Napoléon, s'excusant sur son âge qui lui interdisait un rapide et long voyage; en « témoignage de son patriotisme » il protestait contre des « actes étrangers et suspects », ces abdications sans liberté; il demandait la convocation des *Cortès* pour sortir sa patrie du chaos actuel; « le moyen de sauver l'Espagne n'est pas de la rendre esclave; l'Empereur ne voudra pas l'enchaîner pour la guérir, car elle n'est ni folle ni furieuse (4) ».

Ces Espagnols rassemblés si extraordinairement en terre étrangère ne laissaient pas que de présenter quelques hommes éminents : Urquijo, Cevallos comptaient parmi les meilleurs

(1) Vol. 675, fol. 112.

(2) Ce sont les signatures effectives apposées au bas du texte de la *Constitution*, le 6 juillet 1808, vol. 675, fol. 301. Voir *Appendices*, XII.

(3) Lettre de Fréville à Murat. Madrid, 4 juin 1808, AF IV, 1680.

(4) Lettre du 29 mai 1808 à don Sébastien Piñuela. — TORENO, t. I, p. 411.

politiques de la péninsule ; Azanza possédait bien les finances ; quoique vieilli, Mazzaredo demeurait un marin illustre ; quoique jeune, le chevalier de Labrador passait pour « une forte tête diplomatique » ; le prince de Castelfranco, colonel des gardes wallonnes, avait commandé une armée en 1793 et, après la paix, rempli les fonctions d'ambassadeur à Vienne ; le duc del Parque, capitaine des gardes du corps, dans la force de l'âge, possédait une haute naissance, des connaissances et de l'instruction ; Manuel de Lardizabal n'était pas sans mérites, ni Amoroso, ni Augulo ; l'archevêque de Burgos était réputé un esprit sage ; les vicaires généraux de trois grands Ordres religieux (Franciscains, Augustins, frères de Saint-Jean de Dieu) — Miguel de Azevedo, Jorge Rey, Agustin Perez représentaient dignement des familles monastiques considérables. La noblesse avait aussi des membres distingués : les ducs de l'Infantado, de Frias, d'Hijar, le comte de Fernan Nuñez, alliés ou élevés en France. En tout temps et en toutes circonstances on aurait pu faire appel aux lumières de magistrats comme Luis Pereyra, jurisconsulte érudit à la plume élégante, Zenon Alonzo, du Conseil des Indes, très versé dans les sciences économiques, et surtout d'Ignatio de Villela et de Sébastian de Torrès, conseillers de Castille, l'un de sens ferme, l'autre d'esprit pénétrant.

Une grande diversité d'opinions régnait parmi les enfants d'une commune patrie. Quelques-uns étaient venus avec effort, d'autres avec allégresse ; tous sous l'impression d'un véritable embarras. Celui-ci espérait sincèrement une rénovation pour son pays ; celui-là, encore étourdi de si rapides révolutions, attendait de la Providence un coup solennel qui éclairerait sa conduite. Les Bourbons sont partis, pensait cet autre, mais l'Espagne reste ; Napoléon est tout-puissant, ne heurtons pas son invincible volonté et tirons du nouveau roi qu'il nous offre le moindre mal, peut-être le plus grand bien.

Tel regardait les événements pour être tout prêt à profiter de leur tournure ; tel qui n'osait rien objecter en France, se promettait de tout rejeter en Espagne. Ici l'on craignait, là on rusait, plus loin on demeurait perplexe. Certains esprits faisaient généreusement le sacrifice de leurs préférences, de leurs traditions, de leurs souvenirs, pour défendre les lambeaux de l'indépendance nationale. Il y avait des patriotes, et aussi des transfuges, comme le comte de Fuentès Pignatelli, dénonciateur de Ferdinand auprès de la police impériale, homme de plaisir, besoigneux d'argent, « aimant la France pour les coulisses de l'Opéra », et avilissant le grand nom qui s'éteignit en lui. Enfin, il y avait des intrigants ; Jean-Antoine Llorente en offre l'image la plus complète : esprit faux et léger, cœur vindicatif et ambitieux, ses travaux, ses lectures, sa présomption, sa facilité lui eussent peut-être valu une place de choix parmi nos prêtres « philosophes » de la Constituante ; le *Contrat social* était son bréviaire. Il connut des abus et les signala avec véhémence moins pour les faire cesser que pour occuper la place de ceux qui les commettaient. Avant d'arriver à Bayonne, où ses vœux le portaient autant que le choix de Murat, il avait adressé à Napoléon une longue apologie en français où il énumérait ses titres, ses dignités, ses mérites, insistait sur sa valeur littéraire, proposait ses services et présentait un plan de réformes pour l'Eglise d'Espagne, se dévouant par avance à cette tâche glorieuse (1).

Le lien qui devait unir des éléments si disparates, c'était le nouveau roi Joseph Bonaparte. Il n'était pas de ceux qui venaient spontanément. Le 21 mai, il avait reçu l'ordre de quitter son royaume en laissant la régence « à qui il voudrait », pour arriver en poste du fond de la baie de Naples

(1) AF IV, 1609, pièce 294.

jusqu'aux bords du golfe de Gascogne. La seule recommandation qui lui fut faite était de « garder le secret » car « on ne s'en doutera que trop ». L'Empereur, pour lui imposer (jamais mot plus exact) la couronne des Bourbons d'Espagne, lui enlevait la couronne des Bourbons d'Italie, que Murat recueillait à son tour; simple permutation. Joseph et Joachim — Chateaubriand l'a écrit avec une pittoresque justesse —, s'en allèrent chacun de son côté « comme deux conscrits qui ont changé de shako » (1).

Mal satisfait, très alarmé, craignant de compromettre ses « droits » éventuels à la succession impériale, Joseph Bonaparte débarquait quasi *incognito*, anxieux de recevoir des explications moins laconiques, tout prêt à se montrer assez rogue et résolu, dans sa prudence défiante, à ne pas descendre trop tôt de son trône napolitain. Il était à Pau le 7 juin; là on lui apporta un décret, daté de la veille, annonçant *urbi et orbi* qu'il succédait à Charles IV. — Napoléon avait de ces façons de fermer les bouches les plus disposées à s'ouvrir. Il couvrit de fleurs les chaînes qu'il rivait, il entoura cet « avènement » de tout l'éclat désirable et enveloppa son frère dans un tourbillon de prévenances qui rendit la retraite impossible (2).

Malgré tout, et sur la terre de France, la violence paraissait douce. Joseph entra dans son rôle sans la répugnance

(1) *Memoires d'outre-tombe*, t. III, p. 219.

(2) « Il se vit ainsi lié par un acte solennel, avant d'y avoir donné formellement son consentement. L'Empereur alla au-devant de son frère à quelque distance de Bayonne, et l'accabla de marques d'intérêt et d'affection. Il fallait lui fermer les yeux sur les dangers du rôle qu'on allait lui faire jouer, et ne lui en laisser apercevoir que le côté brillant. En arrivant à Bayonne, Joseph se trouva environné de toutes les séductions de la royauté... Des protestations de dévouement et d'amour retentissaient de toutes parts autour de lui. Il eût fallu une raison bien ferme pour résister à un tel entraînement... Le voile était tiré sur tout ce qui se passait alors en Espagne. » MIOT DE MELITO, *Mémoires*, t. III, p. 5.

qu'il craignait d'abord invincible; il s'y glissa même avec l'extraordinaire facilité qu'il possédait à s'assimiler les nouveautés de sa fortune et dans le premier acte (11 juin) où il notifia son avènement au Conseil de Castille, il prit tous les titres dont usaient les rois d'Espagne :

Don Joseph, par la grâce de Dieu, roi de Castille, d'Aragon, des Deux Siciles, Jérusalem, Navarre, de Grenade, de Tolède, de Valence, de Galice, de Majorque, de Minorque, de Séville, de Grenade, de Cerdagne, de Cordoue, de Corcèga, de Murcie, de Santiago, des Algarves, d'Algésiras, de Gibraltar, des îles Canaries, des Indes orientales et occidentales, des îles de Terre-Ferme de l'Océan, archiduc d'Autriche, duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, comte de Hapsbourg, Tyrol et Barcelone, seigneur de Biscaye et de Molina...

Sa Majesté l'Empereur et Roi estima que la fiction devenait excessive et, choqué par cette prolixité d'un protocole ridicule, il réduisit cette nomenclature fastueuse au titre le « Roi d'Espagne et des Indes », ce qui était déjà suffisamment chimérique, en indiquant sans ambage à son « bon frère » qu'il fallait s'en tenir là.

Ce frère, Napoléon avait donc été le chercher en personne à deux lieues de Bayonne, avec six voitures de cour à grand attelage. Il le conduisit directement à Marrac où l'attendaient les quelques membres de la Junte rassemblée à la hâte sans trop savoir pourquoi. L'Empereur menait rondement les choses : pris à l'improviste, les gens n'avaient ni le temps ni la facilité de résister à sa volonté. Complimenteurs, complimentés s'étonnaient les uns les autres; ballottés par cet imprévu ils ne purent trouver que des lieux communs; mais ces belles phrases suffisaient à nouer le lien dont on les voulait enlacer.

On avait réparti les Espagnols en quatre députations : la Grandesse, — le conseil de Castille, — les conseils de l'Inquisition, des Indes et des finances, — l'armée; et chaque

groupe, muni de papier et de plumes, dut sur l'heure rédiger son compliment. « Qui serait arrivé dans ce moment, sans savoir ce qui se passait, aurait pu se croire au collège, — dit un témoin de cette étrange scène (1); — la composition terminée, on introduisait dans la pièce attenante du salon le chef de la classe. Il lisait le discours à Napoléon, et quand il avait été agréé par lui, la députation était admise auprès de Joseph. »

L'Infantado faillit tout gâter : il devait s'avancer le premier à la tête de la Grandesse, ses paroles étaient de pure bienséance et formulaient des vœux dont un homme de cour n'est jamais avare; mais d'acceptation dynastique bien explicite, nulle trace : « Nous attendons que la nation se prononce, et nous autorise à donner un libre essor à nos sentiments. » L'Empereur démêla promptement la portée de ces restrictions et fulmina.

Il releva ces expressions avec colère, éclatant en reproches violents, lui dit : que loin d'être un homme d'État, il n'était fait que pour la mollesse de la vie de Paris, où il avait fait de longs séjours, lui présagea *la corde* (!) et l'accusa d'être l'auteur des troubles des paysans : Que ne levez-vous le masque; allez vous mettre à la tête des rebelles, je vous accorde un sauf-conduit (2).

L'Infantado ne pouvait que demeurer muet, d'Azanza le remplaça pour rappeler que « les grands d'Espagne ont été célèbres dans tous les temps pour leur fidélité envers leurs souverains ». (3) S'il fallait un exemple aux autres députations, elles venaient de le recevoir; l'assurance de leur dévouement

(1) DE PRADT, *Mémoires historiques sur la révolution d'Espagne*, p. 149.

(2) Comte DE SENFTT, *Mémoires*.

(3) Don Miguel José de Azanza (1756-1826) suivit la carrière diplomatique puis celle des armes. Ministre de la guerre (1795). Vice-roi du Mexique (1796-1799). Ministre de Ferdinand (mars 1808). Président de la Junte de Bayonne. Ambassadeur à Paris (1810). Créé duc de *Santa Fé* (1811) par Joseph qu'il accompagna en France (1813). Exilé hors d'Espagne (1814-1820.)

sans borne et de leur joie profonde ne souffrit pas la moindre restriction.

Le prince auquel elles s'adressaient encourageait d'ailleurs ces protestations. Joseph avait bonne mine, sa physionomie était douce, ses manières affables, il pouvait plaire, quand ne pas déplaire eût été déjà un grand point. En peu de jours il gagna les sympathies de ses nouveaux sujets; aussi bien, c'était l'astre qui se levait; il réchaufferait peut-être de ses rayons empruntés la pauvre Espagne mourante; les Bourbons s'étaient abandonnés eux-mêmes, un Bonaparte tenant de si près au puissant chef de sa famille pourrait beaucoup; en le conseillant bien, d'utiles réformes, des lois sages ne donneraient-elles pas au royaume la paix, la force et l'honneur? Mille raisons empêchaient la réalisation de ce beau rêve, mais plusieurs le poursuivirent de bonne foi et si leurs compatriotes repoussèrent avec une farouche énergie les présents d'Artaxerxès, ils allèrent trop loin en appelant la grande Junte la grande « honte »; ses travaux furent stériles, ils devaient l'être; ses efforts restent consciencieux.

Joseph recevait chaque matin les députés et se faisait présenter les nouveaux arrivants qui allaient très humblement saluer l'Empereur à Marrac. La consigne était de leur faire bon accueil et de rendre agréable le séjour; le prince de Neuchâtel, le ministre Maret, le préfet Castellane hébergeaient chacun à sa table trente convives; les salons de Marrac leur étaient ouverts et on leur laissait entendre qu'on les considérait comme les plus intelligents de tous les Espagnols. Joseph déployait ses talents d'amabilité et savait vaincre son indolence habituelle pour se faire « tout à tous », il se prodiguait, plus adroit que sincère, auprès des ecclésiastiques; il disait bien haut voir avec un plaisir particulier les membres du clergé, car la religion est la base de la morale et de